

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3218

27 novembre 2015

SOMMAIRE

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A. ..	154453	Générale Bâtiment Lux S.E.C.S.	154463
Aydin Lux S.E.C.S.	154463	Mining Development Holding AG	154454
Cesshavn S.A.	154458	Parc Helfent Participations S.A.	154451
CHC Helicopter S.A.	154464	Parker Hannifin Partnership S.C.S.	154450
DD Productions S.à r.l.	154422	Safami Delta Investments S.A.	154457
Denis S.à r.l.	154420	Schaeffer & Klein	154458
Développement Patrimonial et Investissements S.A.	154420	Schaus ATM S.à.r.l.	154462
Digitalcorp Holding S.A.	154421	SCPack Holdings Management S.à r.l.	154462
Digro Gas-Service S.à r.l.	154421	SD Distribution S.à r.l.	154462
Dole Luxembourg S.à r.l.	154421	Senigo S.A.	154463
DRE Court Holdings S.à r.l.	154419	Shield Luxco 1 S.à r.l.	154450
DS2 Licensing S.à r.l.	154420	Shimla S.A.	154463
Dynasty Am S.A.	154420	Shoe-Lux S.à.r.l.	154464
Dynasty Am S.A.	154419	Sibad International S.A.	154464
E and E	154419	Sirius Real Estate I S.à r.l.	154443
EF Financement S.A.	154422	SnapSwap International S.A.	154433
ELISE Electra Institutional Services S.A. ...	154422	Sofirom s.à r.l.	154453
European Biscuits 1 S.à r.l.	154419	Sonelec S.à r.l.	154453
European Biscuits (Holdings) S.à r.l.	154418	Sword Investments 1 S. à r.l.	154457
European DSBK Holding S.à r.l.	154418	Sword Investments III S.à r.l.	154454
European Fragrances (Holdings) S.à r.l.	154418	Sword Investments II S.à r.l.	154454
Felita S.A.	154454	Voguet S.A.	154462
		Workstay	154423

European DSBK Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 171.475.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} octobre 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} octobre 2015, de Monsieur Michaël Goosse, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, de son poste de gérant.

2. Nomination de Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2015 et pour une durée indéterminée.

Il est à noter que le siège social de l'associé unique de la Société est désormais 95 Wigmore Street, Londres, W1U 1FB, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165380/18.

(150182677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

European Fragrances (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 160.612.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} octobre 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} octobre 2015, de Monsieur Michaël Goosse, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, de son poste de gérant.

2. Nomination de Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2015 et pour une durée indéterminée.

Il est à noter que le siège social de l'associé unique de la Société est désormais 95 Wigmore Street, Londres, W1U 1FB, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165381/18.

(150182520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

European Biscuits (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 181.895.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} octobre 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} octobre 2015, de Monsieur Michaël Goosse, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, de son poste de gérant.

2. Nomination de Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2015 et pour une durée indéterminée.

Il est à noter que le siège social de l'associé unique de la Société est désormais 95 Wigmore Street, Londres, W1U 1FB, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165372/18.

(150182618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

European Biscuits 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 181.885.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} octobre 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission, avec effet au 1^{er} octobre 2015, de Monsieur Michaël Goosse, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy L-1940 Luxembourg, de son poste de gérant.

2. Nomination de Monsieur Nicolas Poncelet, né le 16 juin 1979 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165373/16.

(150182791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

E and E, Société Anonyme.

Siège social: 4, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 187.502.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Administrateur

Référence de publication: 2015165362/12.

(150182152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Dynasty Am S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 184.181.

—
Les comptes annuels au 30/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015165361/11.

(150182317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

DRE Court Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 176.874.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 28 septembre 2015:

La démission de la personne suivante, du poste de gérant de catégorie A, a été acceptée, avec effet au 28 septembre 2015:

1- Madame Mary T. Liftin, née le 31 octobre 1968 en Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique.

La personne suivante a été nommée en tant que gérant de catégorie A, avec effet au 28 septembre 2015 et ce pour une durée illimitée:

1- Monsieur Jarrad S. Krulick, né le 22 février 1980 à Point Pleasant, New Jersey, États-Unis d'Amérique., et ayant son adresse professionnelle au 825 Third Avenue, 10th Floor, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165358/20.

(150182774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

DS2 Licensing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.195.

Le siège social de l'associé, Vitruvian I Luxembourg S.à r.l., a changé avec effet au 1^{er} février 2014 et se trouve au 7A, rue Robert Stümper L - 2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165359/12.

(150182803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Dynasty Am S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 16, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 184.181.

L'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 25 septembre 2015 a décidé ce qui suit:

- Renouvellement, avec effet immédiat, des mandats des administrateurs suivants:

* M. Philippe HALB, administrateur;

* M. Laurent PLUCHARD, administrateur;

* M. Eric BOZZETTO, administrateur;

- M. Jean-Philippe CERUTTI, administrateur;

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire approuvant les comptes annuels au 30 juin 2016.

- Renouvellement, avec effet immédiat, du mandat de Réviseur d'entreprises agréé de Ernst & Young S.A..

Le mandat du Réviseur d'entreprises agréé prendra fin à l'issue de l'assemblée l'assemblée générale statutaire approuvant les comptes annuels au 30 juin 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DYNASTY AM S.A.

Référence de publication: 2015165360/20.

(150182312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Denis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 40, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 141.726.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165348/9.

(150182064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

DPI S.A., Développement Patrimonial et Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 162.937.

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Luxembourg le 7 octobre 2015

Révocation de Monsieur Didier BENSADOUN au poste d'Administrateur de la société

Nomination de Monsieur Manuel BORDIGNON, né le 4 juin 1969 à Esch-sur-Alzette et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg au poste d'Administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale annuelle de 2017. La société se trouve engagée par la signature conjointe des administrateurs.

Le Commissaire aux comptes, Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie S.à.r.l., immatriculé au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B60219 ayant changé de dénomination pour devenir Accountis S.à.r.l, il y a lieu de modifier la dénomination auprès du registre du commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

DEVELOPPEMENT PATRIMONIAL ET INVESTISSEMENTS S.A.

Référence de publication: 2015165350/18.

(150182240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Digitalcorp Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 114.182.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 1^{er} octobre 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-Commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes absence d'actif les opérations de liquidation de la société susmentionnée, ordonne la publication du jugement par extrait au Mémorial et met les frais à charge du Trésor.

Les livres et les documents sociaux seront déposés et conservés pendant 5 ans au moins au 14, rue du bois, L-3980 Wickrange.

Pour extrait conforme

Me Isabelle PETRICIC-WELSCHEN

Le liquidateur

Référence de publication: 2015165351/17.

(150182848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Digro Gas-Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7480 Tuntange, 1, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 155.463.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165352/9.

(150182097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Dole Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 149.095.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 28 août 2015

1. Monsieur Philippe GAVALDA a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Monsieur Johan LINDEN a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
3. Monsieur Mark DRUSKEIT, administrateur de sociétés, né le 26 février 1973 à Verden (Allemagne), demeurant à D-21394 Kirchgellersen, 52, am Steinbint, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Marco BRÖNING, administrateur de sociétés, né le 6 septembre 1970 à Itzehoe (Allemagne), demeurant à D-22087 Hambourg, 29, Papenhuder Strasse, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 7.10.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour DOLE LUXEMBOURG S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015165355/18.

(150182695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

DD Productions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 142.457.

—
Constituée en date du 15 octobre 2008 suivant acte reçu par le notaire Me Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 4 novembre 2008

L'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2015 a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Cession de 31 parts sociales de la société par Monsieur Patrick Bousson, né le 5 janvier 1967 à Pétange, demeurant à L-3209 Bettembourg, à Leischemer 54, à Monsieur Bob Bemtgen, né le 20 décembre 1978 à Luxembourg, demeurant à L-4609 Niedercorn, rue des Ligures, 34,

2) Cession de 31 parts sociale de la société par Monsieur Pascal Rommes, né le 16 novembre 1968 à Belvaux, demeurant à L-4490 Belvaux, rue de l'usine 398, à Monsieur Luc Frings, né le 10 juillet 1964 à Luxembourg, demeurant à L-4398 Pontpierre, 5, am Armschlag,

3) Suite à cette double cession, la répartition des parts de la société est la suivant:

Cédant Patrick Bousson	0 parts
Cédant Pascal Rommes	0 parts
Cessionnaire Bob Bemtgen	62 parts
Cessionnaire Luc Frings	31 parts
Nadia Feligioni	31 parts
TOTAL	<u>124 parts.</u>

Wickrange, le 2 octobre 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015165344/27.

(150181976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

EF Financement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 192.726.

Extrait des résolutions prises par l'administrateur unique de la société

En date du 14 août 2015, l'Administrateur Unique de la Société a décidé comme suit:

- De nommer Madame Claire James, demeurant professionnellement au 2 rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, comme déléguée de la Société, laquelle assura la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société, avec effet au 14 août 2015 jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165398/13.

(150182541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

ELISE Electra Institutional Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 246, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 78.005.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2015 que

- M. Jacques Becker, demeurant professionnellement à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, a été appelé à la fonction d'administrateur de la société, son mandat prenant fin à la date de l'assemblée générale annuelle amenée à se prononcer sur les comptes annuels de l'exercice 2015;

- La Fiduciaire comptable Becker, Gales & Brunetti S.A., établie à L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf a été appelée à la fonction de commissaire aux comptes en remplacement de la société KV Associates S.A., établie à L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal, commissaire aux comptes démissionnaire. Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin à la date de l'assemblée générale annuelle amenée à se prononcer sur les comptes annuels de l'exercice 2015.

La société communique la nouvelle adresse professionnelle de son administrateur M. Gioacchino Galione comme suit: 296, rue de Neudorf, L-2222 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 31 mars 2015.

Pour avis et extrait conforme

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015165399/23.

(150182102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Workstay, Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 146.516.

L'an deux mil quinze, le premier octobre.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme "WORKSTAY", établie et ayant son siège social à L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 146.516 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 28 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1267 du 1^{er} juillet 2009.

L'assemblée est présidée par Mme Anaïs DEYGLUN, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert qui se nomme également comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Redange/Attert.

I) Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes intérimaires arrêtés au 1^{er} octobre 2015.
2. Décision de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine (Grand-Duché du Luxembourg), à B-1853 Strombeek-Bever, Boechoutlaan 221 (Belgique).
3. Refonte des statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi belge.
4. Confirmation que la Société demeurera, suite au transfert du siège social et au changement de nationalité, propriétaire de l'ensemble de ses actifs et passifs, sans limitations, ni discontinuité.
5. Acceptation de la démission des administrateurs et commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge.
6. Nominations statutaires.
7. Pouvoirs.
8. Condition suspensive des résolutions prises dans les présentes.
9. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés et par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale examine et approuve les comptes intérimaires à savoir le bilan et le compte de pertes et profits arrêtés en date du 1^{er} octobre 2015 tels que ces comptes lui ont été soumis par le conseil d'administration.

Eu égard aux résolutions à prendre quant au transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société en Belgique, ces comptes intérimaires sont à considérer comme comptes de clôture au Grand-Duché de Luxembourg et en même temps comme comptes d'ouverture en Belgique, pays d'accueil; une copie desdits comptes intérimaires, après si-

gnature "ne varietur" par les comparantes et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps avec l'acte.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social et l'administration centrale de la Société de L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine (Grand-Duché du Luxembourg), à B-1853 Strombeek-Bever, Boechoutlaan 221 (Belgique).

En conséquence de ce transfert, effectué sans interruption de la personnalité morale, la Société a renoncé à la nationalité luxembourgeoise et l'assemblée générale décide:

- d'adopter la nationalité belge sous réserve de l'acceptation du transfert de siège par les autorités compétentes en Belgique;
- d'adopter pour la Société la forme juridique de naamloze vennootschap/société anonyme;
- de maintenir la dénomination sociale "Workstay",

L'assemblée générale fixe la date d'effet du transfert de siège social et de l'administration centrale en Belgique à la date et au moment de la signature du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société qui sera tenue devant le notaire Tim Carnewal, notaire de résidence à B-1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 et qui confirmera le transfert de siège social et de l'administration centrale en Belgique.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier et de procéder à une refonte et traduction en néerlandais des statuts de la Société afin de les conformer aux prescriptions de la loi belge et de leur donner la teneur suivante, étant entendu que les formalités prévues par la loi belge en vue de faire adopter ces nouveaux statuts aux dispositions légales en vigueur en Belgique devront être accomplies:

“Hoofdstuk I. Naam - Zetel - Doel - Duur

Art. 1. Rechtsvorm - Naam. De vennootschap heeft de rechtsvorm van een naamloze vennootschap. Zij draagt de benaming "Workstay".

Art. 2. Zetel. De zetel van de vennootschap is gevestigd te 1853 Strombeek-Bever, Boechoutlaan 221.

Deze mag worden overgebracht naar iedere andere plaats in België, bij beslissing van de raad van bestuur, mits inachtneming van de taalwetgeving.

De vennootschap mag, bij beslissing van de raad van bestuur, exploitatiezetels, administratieve zetels, filialen, agent-schappen en depots in België of het buitenland oprichten.

Art. 3. Doel. De vennootschap heeft tot doel het beheer van vermogens, samengesteld uit roerende en onroerende goederen, in de ruimste zin, de verwerving, het verhuren van onroerende goederen en het afsluiten van contracten betreffende die goederen, het bezit van participaties in andere vennootschappen en ondernemingen, dit alles in de ruimste zin.

De vennootschap mag eveneens bestuursmandaten in vennootschappen of verenigingen opnemen; in het algemeen mag de vennootschap alle commerciële, industriële of financiële handelingen verrichten, die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, in verband staan met haar maatschappelijk doel, of die de verwezenlijking ervan kunnen vergemakkelijken.

De vennootschap mag optreden voor eigen rekening, als medeondertekenaar, makelaar, tussenpersoon of vertegenwoordiger.

Deze opsomming dient niet beperkend te worden geïnterpreteerd.

Derhalve mag de vennootschap samenwerken met, participaties nemen of, op elke mogelijke manier, rechtstreeks of onrechtstreeks, belangen nemen in elke onderneming, onroerende goederen in pand geven, verwerven of verkopen, leningen en kredieten vestigen of toestaan, zich borg stellen voor derden, door haar goederen in hypotheek of in pand te geven, inclusief de eigen handelszaak.

Kortom, ze mag alles doen wat in verband staat met het voormeld maatschappelijk doel of wat de verwezenlijking ervan kan vergemakkelijken.

Art. 4. Duur. De vennootschap bestaat voor onbepaalde duur.

Hoofdstuk II. - Kapitaal - Aandelen - Obligaties

Art. 5. Maatschappelijk kapitaal. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt twee miljoen tweehonderdzevenenvijftigduizend honderdtwintig euro (2.257.120,00 EUR).

Het wordt vertegenwoordigd door honderdduizend (100.000) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, die ieder één/honderdduizendste (1/100.000^{ste}) van het kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 6. Voorkeurrecht bij kapitaalverhoging door inbreng in speciën. Bij elke kapitaalverhoging moeten de nieuwe aandelen waarop in geld wordt ingeschreven, eerst aangeboden worden aan de aandeelhouders, naar evenredigheid van het deel van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd.

Het voorkeurrecht kan worden uitgeoefend gedurende een termijn van ten minste vijftien dagen te rekenen van de dag van de openstelling van de inschrijving. Deze termijn wordt bepaald door de algemene vergadering.

De uitgifte met voorkeurrecht en het tijdvak waarin dat kan worden uitgeoefend, worden aangekondigd overeenkomstig artikel 593 van het Wetboek van vennootschappen.

Het voorkeurrecht is verhandelbaar gedurende de gehele inschrijvingstijd.

Na het verstrijken van deze termijn, indien er geen publiek beroep op beleggers werd gedaan, zal de raad van bestuur het recht hebben om te beslissen dat derden al dan niet aan de verhoging van het kapitaal kunnen deelnemen of dat het geheel of gedeeltelijk niet gebruiken door de aandeelhouders van hun voorkeurrecht tot gevolg heeft dat het evenredig aandeel van de aandeelhouders die reeds van hun inschrijvingsrecht gebruik hebben gemaakt, aangroeit. De raad van bestuur bepaalt eveneens de modaliteiten van deze volgende inschrijving.

De algemene vergadering kan het voorkeurrecht beperken of opheffen in het belang van de vennootschap en met inachtnaam van de voorschriften inzake quorum en meerderheid vereist voor een statutenwijziging.

In dat geval, moet het voorstel daartoe speciaal in de oproepingen worden vermeld en de raad van bestuur en de commissaris of, bij diens ontstentenis, een bedrijfsrevisor of een extern accountant aangewezen door de raad van bestuur, moeten de verslagen opmaken die voorzien zijn in artikel 596 van het Wetboek van vennootschappen. Deze verslagen worden in de agenda vermeld en aan de aandeelhouders medegedeeld.

Bij beperking of opheffing van het voorkeurrecht kan de algemene vergadering bepalen dat bij de toekenning van nieuwe aandelen voorrang wordt gegeven aan de vroegere aandeelhouders in welk geval de inschrijvingstermijn tien dagen moet bedragen.

Wanneer het voorkeurrecht wordt beperkt of opgeheven ten gunste van één of meer bepaalde personen die geen personeelsleden zijn van de vennootschap of van één van haar dochtervennootschappen dienen de voorwaarden nageleefd te worden zoals bepaald door artikel 598 van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 7. Kapitaalverhoging door inbreng in natura. Wanneer een kapitaalverhoging een inbreng in natura omvat, maakt de commissaris of, wanneer die er niet is, een door de raad van bestuur aan te wijzen bedrijfsrevisor, vooraf een verslag op. In een bijzonder verslag, waarbij het verslag van de commissaris/bedrijfsrevisor wordt gevoegd, zet de raad van bestuur uiteen waarom zowel de inbreng als de voorgestelde kapitaalverhoging van belang zijn voor de vennootschap en eventueel waarom afgeweken wordt van de conclusies van het bijgevoegde verslag.

In de gevallen en onder de voorwaarden toegelaten door het Wetboek van vennootschappen, zoals gewijzigd door het Koninklijk Besluit van 8 oktober 2008, kan de inbreng in natura gebeuren onder verantwoordelijkheid van de raad van bestuur zonder de voorafgaandelijke opmaak van een verslag door de raad van bestuur en zonder verslag van de commissaris/bedrijfsrevisor. Indien van deze mogelijkheid gebruik wordt gemaakt zal de raad van bestuur binnen één maand na de effectieve datum van de inbreng in natura de wettelijk vereiste verklaring neerleggen overeenkomstig artikel 75 van het Wetboek van vennootschappen bij de bevoegde griffie van de rechtbank van koophandel.

Art. 8. Oproeping tot bijstorting. De stortingen op de niet volledig volgestorte aandelen moeten gebeuren op plaats en datum bepaald door de raad van bestuur, die hierover alleen mag beslissen; de uitoefening van de lidmaatschapsrechten toekomende aan deze aandelen wordt geschorst zolang de stortingen, behoorlijk opgevraagd en invorderbaar, niet zijn gedaan.

De raad van bestuur kan, na een ingebrekestelling bij aangetekend schrijven dat gedurende een maand zonder gevolg is gebleven, de aandeelhouder vervallen verklaren en de aandelen waarop de stortingen niet zijn gebeurd verkopen, hetzij rechtstreeks aan de andere aandeelhouders, hetzij door tussenkomst van een beursvennootschap. In dit geval wordt de prijs van de overdracht vastgesteld op basis van het netto-actief van de vennootschap zoals dit blijkt uit de laatste balans door de aandeelhouders goedgekeurd. De betaling moet geschieden volgens de voorwaarden door de raad van bestuur vastgesteld.

Art. 9. Aard van de aandelen. De maatschappelijke aandelen zijn op naam. Van zodra de aandelen volledig zijn volgestort, kan de aandeelhouder aan de raad van bestuur vragen dat deze op zijn kosten worden omgezet in gedematerialiseerde aandelen.

De eigendom van de aandelen op naam blijkt uitsluitend uit de inschrijving in het register van aandelen. Van die inschrijving worden certificaten afgegeven aan de houders van aandelen op naam indien zij dit verzoeken. Elke overdracht van aandelen op naam zal slechts effect ressorteren na de inschrijving in het register van aandelen van de verklaring van overdracht, gedateerd en getekend door de overdrager en de overnemer, of hun vertegenwoordigers, of na het vervullen van de formaliteiten door de wet vereist voor de overdracht van schuldvorderingen.

Ten opzichte van de vennootschap zijn de aandelen ondeelbaar. De onverdeelde eigenaars, moeten zich ten opzichte van de vennootschap door één enkel persoon laten vertegenwoordigen; zolang dit niet gebeurd is worden de rechten die aan deze aandelen verbonden zijn, opgeschort.

Kan tussen de gerechtigden geen overeenstemming bereikt worden, dan kan de bevoegde rechter op verzoek van de meest gereede partij een voorlopig bewindvoerder benoemen om de betrokken rechten uit te oefenen in het belang van de gezamenlijke gerechtigden.

Wanneer het aandeel toebehoort aan blote eigenaars en vruchtgebruikers worden alle rechten, inbegrepen het stemrecht, uitgeoefend door de vruchtgebruiker(s).

Art. 10. Overdracht van aandelen, Converteerbare obligaties en warrants. De overdracht van aandelen is aan geen enkele beperking onderworpen.

Deze regeling is van toepassing op alle aandelen van de vennootschap alsook op alle eventuele converteerbare obligaties en warrants, uitgegeven door de vennootschap.

Art. 11. Verkrijging van eigen aandelen of certificaten. Conform de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen kan de vennootschap tot verkrijging van eigen aandelen of certificaten overgaan.

Art. 12. Aandelen zonder stemrecht. Conform de artikels 480, 481 en 482 van het Wetboek van vennootschappen kan de vennootschap, mits naleving van de voorwaarden gesteld voor statutenwijziging, overgaan tot de creatie van aandelen zonder stemrecht.

Art. 13. Obligaties, Warrants en certificaten. De vennootschap mag te allen tijde obligaties uitgeven bij besluit van de raad van bestuur.

Evenwel mag tot de uitgifte van in aandelen converteerbare obligaties of warrants slechts besloten worden door de algemene vergadering, die beraadslaagt met naleving van de voorschriften omtrent statutenwijziging.

De vennootschap kan, in het belang van de vennootschap, haar medewerking verlenen aan een derde voor de uitgifte door deze derde van certificaten die de effecten van de vennootschap vertegenwoordigen overeenkomstig de bepalingen van artikel 503 van het Wetboek van vennootschappen. De vennootschap kan besluiten de kosten verbonden aan de certificering en aan de oprichting en werking van de emittent van de certificaten ten laste te nemen. De certificaathouders, de emittent van de certificaten of derden kunnen zich enkel beroepen op de medewerking van de vennootschap voor de uitgifte van de certificaten, indien de vennootschap haar medewerking schriftelijk aan de emittent heeft bevestigd. De emittent van de certificaten die betrekking hebben op effecten op naam, moet zich aan de vennootschap in die hoedanigheid bekendmaken. De vennootschap neemt die vermelding op in het betrokken effectenregister.

Hoofdstuk III. Bestuur en controle

Art. 14. Samenstelling van de raad van bestuur. De vennootschap wordt bestuurd door een raad, samengesteld uit tenminste drie leden, natuurlijke of rechtspersonen, al of niet aandeelhouders, benoemd voor ten hoogste zes jaar door de algemene vergadering van aandeelhouders en van wie het mandaat te allen tijde kan worden herroepen. Wanneer evenwel op een algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap wordt vastgesteld dat de vennootschap niet meer dan twee aandeelhouders heeft, mag de raad van bestuur uit slechts twee leden bestaan tot de dag van de gewone algemene vergadering, die volgt op de vaststelling, door alle middelen, dat er meer dan twee aandeelhouders zijn. Zolang de raad van bestuur slechts twee leden telt, houdt de clause - vermeld onder artikel 15 van deze statuten - waardoor aan de voorzitter van de raad van bestuur een beslissende stem toekomt, op gevolg te hebben.

Wanneer een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, is deze verplicht onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders of werknemers een vast vertegenwoordiger, natuurlijk persoon, aan te duiden die belast wordt met de uitvoering van de opdracht van bestuurder in naam en voor rekening van de rechtspersoon.

Voor de benoeming en beëindiging van de opdracht van de vaste vertegenwoordiger gelden dezelfde regels van openbaarmaking alsof hij deze opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou vervullen.

De bestuurders zijn herbenoembaar.

De bestuurder, waarvan de termijn van zijn mandaat is verstreken, blijft in functie tot zolang de algemene vergadering, om welke reden ook, niet in de vacature voorziet.

In geval van voortijdige vacature in de schoot van de raad van bestuur, om welke reden ook, hebben de overblijvende bestuurders het recht voorlopig in de vacature te voorzien totdat de algemene vergadering een nieuwe bestuurder benoemt. De benoeming wordt op de agenda van de eerstvolgende algemene vergadering geplaatst.

De raad van bestuur kan onder zijn leden een voorzitter benoemen. Bij ontstentenis van benoeming of bij afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste in jaren van de aanwezige bestuurders.

Art. 15. Bijeenkomsten-beraadslaging en besluitvorming. De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter, een gedelegeerd bestuurder of twee bestuurders, tenminste drie dagen voor de datum voorzien voor de vergadering.

De oproeping geschiedt geldig per brief, telefax of e-mail.

Elke bestuurder die een vergadering van de raad bijwoont of zich erop laat vertegenwoordigen wordt als regelmatig opgeroepen beschouwd. Een bestuurder kan er eveneens aan verzaken zich te beroepen op het ontbreken of de onregelmatigheid van de oproeping en dit voor of na de vergadering waarop hij niet aanwezig is.

De vergaderingen van de raad van bestuur worden gehouden in België of in het buitenland, op de plaats aangeduid in de oproeping.

Iedere bestuurder kan door middel van een stuk dat zijn handtekening draagt (met inbegrip van de digitale handtekening zoals bedoeld in artikel 1322, alinea 2 van het Burgerlijk Wetboek) waarvan kennis is gegeven per brief, telefax, e-mail of enig ander middel vermeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, volmacht geven aan een ander lid van de raad van

bestuur om hem op een welbepaalde vergadering te vertegenwoordigen. Een bestuurder mag meerdere van zijn collega's vertegenwoordigen en mag, benevens zijn eigen stem, evenveel stemmen uitbrengen als hij volmachten heeft ontvangen.

Behalve in geval van overmacht, kan de raad van bestuur, slechts geldig beraadslagen en beslissen indien tenminste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien deze voorwaarde niet is vervuld, kan een nieuwe vergadering worden samengeroepen die geldig zal beraadslagen en beslissen over de punten die op de dagorde van de vorige vergadering voorkwamen, indien tenminste twee bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De raad van bestuur kan vergaderen per telefoon- of videoconferentie.

Elke beslissing van de raad wordt genomen met gewone meerderheid der stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders, en bij onthouding van één of meer onder hen, met de meerderheid van de andere bestuurders.

Bij staking van stemmen is de stem van degene die de vergadering voorzit doorslaggevend.

In uitzonderlijke gevallen wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze procedure kan echter niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening of de aanwending van het toegestaan kapitaal.

Behoudens in de uitzonderingsgevallen bedoeld in het Wetboek van vennootschappen, dient een bestuurder die, rechts-treks of onrechtstreeks, een belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid van de raad van bestuur behoort, dit mede te delen aan de andere bestuurders voor de raad van bestuur een besluit neemt en dient de raad van bestuur en de vennootschap de voorschriften van artikel 523 van het Wetboek van vennootschappen in acht te nemen.

De besluiten van de raad van bestuur worden vastgelegd in notulen die ondertekend worden door de voorzitter van de vergadering, de secretaris en de leden die dat verlangen. Deze notulen worden ingelast in een speciaal register. De volmachten worden gehecht aan de notulen van de vergadering waarvoor ze zijn gegeven.

De afschriften of uittreksels die bij een rechtspleging of elders moeten worden voorgelegd, worden geldig ondertekend door de voorzitter, de gedelegeerd bestuurder of door twee bestuurders.

Art. 16. Bestuursbevoegdheid - Taakverdeling binnen de raad van bestuur.

§ 1. Algemeen

De raad van bestuur is bekleed met de meest uitgebreide macht om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn voor het bereiken van het maatschappelijk doel, met uitzondering van die handelingen aan de algemene vergadering voorbehouden door de wet.

§ 2. Adviserende comités

De raad van bestuur kan in zijn midden en onder zijn aansprakelijkheid één of meer adviserende comités oprichten. Hij omschrijft hun samenstelling en hun opdrachten.

§3. Dagelijks bestuur

De raad mag het dagelijks bestuur van de vennootschap, het bestuur van één of meer sectoren van haar activiteiten of de uitvoering van de beslissingen van de raad delegeren aan hetzij één of meer bestuurders, directeurs of volmacht dragers, al dan niet aandeelhouders. De raad, evenals de gevolmachtigden voor het dagelijks bestuur binnen het kader van dit bestuur, mogen eveneens specifieke bevoegdheden aan één of meer personen van hun keus toekennen.

Art. 17. Vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur. De vennootschap wordt ten overstaan van derden, voor het gerecht en in de akten, met inbegrip van deze waarvoor de tussenkomst van een openbaar ambtenaar of een notaris vereist is, geldig vertegenwoordigd, door het afzonderlijk optreden van de voorzitter van de raad van bestuur, en door het gezamenlijk optreden van twee bestuurders.

Binnen het kader van het dagelijks bestuur, is de vennootschap tevens geldig vertegenwoordigd door een gevolmachtigde tot dit bestuur. Wordt een bestuurder belast met het dagelijks bestuur dan draagt hij de titel van "gedelegeerd bestuurder". Wordt een niet-bestuurder belast met het dagelijks bestuur dan draagt hij de titel van directeur of algemeen directeur of elke andere titel waarmee hij/zij in het benoemingsbesluit wordt aangeduid.

De vennootschap is bovendien, binnen het kader van hun mandaat, geldig verbonden door bijzondere gevolmachtigden.

Bovendien kan de vennootschap in het buitenland vertegenwoordigd worden door iedere persoon uitdrukkelijk daartoe aangesteld door de raad van bestuur.

Art. 18. Kosten/uitgaven van de bestuurders. De normale en gerechtvaardigde uitgaven en kosten, die de bestuurders kunnen doen gelden als gedaan in de uitoefening van hun functie, zullen worden vergoed en onder de algemene kosten in rekening worden gebracht.

Art. 19. Controle. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt aan één of meer commissarissen opgedragen. De commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders, onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar. Op straffe van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige reden door de algemene vergadering worden ontslagen.

Zolang de vennootschap evenwel kan genieten van de uitzonderingsbepaling voorzien bij artikel 141, 2° van het Wetboek van vennootschappen, heeft iedere aandeelhouder conform artikel 166 van het Wetboek van vennootschappen individueel de onderzoeks- en controlebevoegdheid van een commissaris.

Niettemin, heeft de algemene vergadering van aandeelhouders steeds het recht een commissaris te benoemen en dit ongeacht de wettelijke criteria. Indien geen commissaris werd benoemd, kan iedere aandeelhouder zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een accountant. De vergoeding van de accountant komt ten laste van de vennootschap indien hij met haar toestemming wordt benoemd, of indien deze vergoeding te haren laste werd gelegd krachtens een rechterlijke beslissing. In deze gevallen worden de opmerkingen van de accountant medegedeeld aan de vennootschap.

Hoofdstuk IV. Algemene aandeelhoudersvergaderingen

Art. 20. Gewone algemene vergadering - Buitengewone algemene vergadering. De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de derde woensdag van de maand juni om tien uur dertig (10 uur 30).

Indien deze dag een wettelijke feestdag is, heeft de gewone algemene vergadering de vorige werkdag plaats.

De gewone algemene vergadering wordt gehouden op de zetel van de vennootschap of in de gemeente van de zetel van de vennootschap. Zij mag tevens worden gehouden in elke andere Belgische gemeente.

Indien wordt geopteerd voor de procedure van schriftelijke besluitvorming zoals uiteengezet in artikel 33 van deze statuten, dient de vennootschap het rondschrijven met vermelding van de agenda en de voorstellen van besluit, getekend en goedgekeurd door alle aandeelhouders, ten laatste te ontvangen op de statutair bepaalde dag voor het houden van de gewone algemene vergadering. Een bijzondere of buitengewone algemene aandeelhoudersvergadering mag worden bijeengeroepen telkens als het belang van de vennootschap zulks vereist.

De aandeelhoudersvergaderingen mogen worden bijeengeroepen door de raad van bestuur of de commissarissen en moeten worden bijeengeroepen op aanvraag van de aandeelhouders die één/vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. De bijzondere of buitengewone aandeelhoudersvergaderingen worden gehouden op de zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats in de oproepingsbrief of op andere wijze medegedeeld.

Art. 21. Oproeping. De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en zij worden gedaan overeenkomstig artikel 533 van het Wetboek van vennootschappen.

De personen die krachtens het Wetboek van vennootschappen tot een algemene vergadering dienen opgeroepen te worden en die aan een vergadering deelnemen of er zich doen vertegenwoordigen, worden als regelmatig opgeroepen beschouwd.

Dezelfde personen kunnen tevens, voor of na de bijeenkomst van een algemene vergadering, die zij niet bijwoonden, verzaken zich te beroepen op het ontbreken van een oproeping of enige onregelmatigheid in de oproeping.

Art. 22. Ter beschikking stellen van stukken. Samen met de oproepingsbrief, wordt aan de houders van aandelen op naam, aan de bestuurders en aan de eventuele commissarissen een afschrift toegezonden van de stukken, die hen krachtens het Wetboek van vennootschappen moeten ter beschikking worden gesteld.

Er wordt onverwijld een afschrift van deze stukken toegezonden aan degene, die uiterlijk zeven dagen voor de algemene vergadering, hebben voldaan aan de formaliteiten, door de statuten voorgeschreven om tot de vergadering te worden toegelaten. De personen die deze formaliteiten na dit tijdstip hebben vervuld, krijgen een afschrift van deze stukken op de algemene vergadering.

Iedere aandeelhouder, obligatiehouder, warranthehouder of houder van een certificaat dat met medewerking van de vennootschap werd uitgegeven, kan, tegen overlegging van zijn effect, vanaf vijftien dagen voor de algemene vergadering ter zetel van de vennootschap kosteloos een afschrift van deze stukken verkrijgen.

De personen aan wie krachtens het Wetboek van vennootschappen ter gelegenheid van enige algemene vergadering stukken dienen ter beschikking gesteld te worden, kunnen voor of na de bijeenkomst van de algemene vergadering, verzaken aan deze terbeschikkingstelling.

Indien wordt geopteerd voor de procedure van schriftelijke besluitvorming zoals uiteengezet in artikel 33 van deze statuten, dan zal de raad van bestuur, samen met haar rondschrijven waarvan sprake in voormeld artikel, aan de houders van aandelen op naam en aan de eventuele commissarissen, een afschrift toezenden van de stukken, die hen krachtens het Wetboek van vennootschappen moeten ter beschikking worden gesteld.

Iedere obligatiehouder, warranthehouder of houder van een certificaat dat met medewerking van de vennootschap werd uitgegeven, kan, tegen overlegging van zijn effect, op de zetel van de vennootschap kosteloos een afschrift van deze stukken verkrijgen.

Art. 23. Toelating tot de vergadering. Om te worden toegelaten tot de algemene vergadering moet elke eigenaar van aandelen, indien dit in de oproeping wordt vereist, minstens drie werkdagen voor de datum die bepaald werd voor de bijeenkomst, zijn voornemen om aan de vergadering deel te nemen schriftelijk ter kennis brengen van de raad van bestuur of de certificaten van zijn aandelen op naam, neerleggen op de maatschappelijke zetel of bij de instellingen die in de bijeenroepingsberichten worden vermeld.

Indien de raad van bestuur dit in de oproeping vereist, moeten de houders van gedematerialiseerde aandelen binnen dezelfde termijn een door de erkende rekeninghouder of door de vereffeningsinstelling opgesteld attest van onbeschikbaarheid neerleggen op de in de oproeping aangeduide plaats.

De houders van obligaties, warrants en certificaten die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, mogen de algemene vergadering bijwonen doch enkel met raadgevende stem, mits naleving van de toelatingsvoorwaarden voorzien voor de aandeelhouders.

Zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen worden voor de toepassing van dit artikel niet als werkdagen beschouwd.

Art. 23bis. Vergadering per video of teleconferentie. De aandeelhouders kunnen op afstand deelnemen aan de algemene vergadering door middel van een door de vennootschap ter beschikking gesteld elektronisch communicatiemiddel. Wat de naleving van de voorwaarden inzake aanwezigheid en meerderheid betreft, worden de aandeelhouders die op die manier aan de algemene vergadering deelnemen, geacht aanwezig te zijn op de plaats waar de algemene vergadering wordt gehouden. De hoedanigheid van aandeelhouder en de identiteit van de persoon die aan de vergadering wenst deel te nemen, wordt gecontroleerd en gewaarborgd op de wijze bepaald in een intern reglement opgesteld door de raad van bestuur. Dit reglement bepaalt tevens de wijze waarop wordt vastgesteld dat een aandeelhouder via het elektronische communicatiemiddel aan de algemene vergadering deelneemt en bijgevolg als aanwezig kan worden beschouwd. Om de veiligheid van het elektronische communicatiemiddel te waarborgen, kan het intern reglement voorwaarden stellen aan het gebruik van het elektronische communicatiemiddel.

Het door de vennootschap ter beschikking gestelde elektronische communicatiemiddel moet hem ten minste in staat stellen om rechtstreeks, gelijktijdig en ononderbroken kennis te nemen van de besprekingen tijdens de vergadering en om het stemrecht uit te oefenen met betrekking tot alle punten waarover de vergadering zich dient uit te spreken.

Het elektronische communicatiemiddel moet de aandeelhouder bovendien in staat stellen om deel te nemen aan de beraadslagingen en het recht uit te oefenen om vragen te stellen.

De vorige paragrafen zijn eveneens van toepassing op de houders van winstbewijzen, obligaties, warrants en certificaten die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, rekening houdend met de hun toegekende rechten.

Art. 24. Vertegenwoordiging. Elke aandeelhouder mag zich op de algemene aandeelhoudersvergadering laten vertegenwoordigen door een volmachtdrager, al dan niet aandeelhouder. De volmachten dienen een handtekening te dragen (met inbegrip van de digitale handtekening zoals bedoeld in artikel 1322, alinea 2 van het Burgerlijk Wetboek).

De volmachten dienen schriftelijk ter kennis te worden gebracht per brief, telefax, e-mail of enig ander middel vermeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek en worden neergelegd op het bureau van de vergadering. Daarenboven mag de raad van bestuur eisen dat zij op de door hem aangeduide plaats worden neergelegd drie werkdagen voor de algemene vergadering.

Zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen worden voor de toepassing van dit artikel niet als werkdagen beschouwd.

Art. 25. Aanwezigheidslijst. Alvorens aan de vergadering deel te nemen, zijn de aandeelhouders of hun volmachtdragere verplicht de aanwezigheidslijst, met aanduiding van de naam, de voorna(a)m(en) en de woonplaats of de maatschappelijke benaming en de statutaire zetel van de aandeelhouders en van het aantal aandelen dat zij vertegenwoordigen, te ondertekenen.

Art. 26. Samenstelling van het bureau - Notulen. De algemene aandeelhoudersvergaderingen worden voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, in geval van afwezigheid van deze laatste, door zijn plaatsvervanger of door een lid van de vergadering door deze laatste aangeduid. Indien het aantal aanwezige personen het toelaat, duidt de voorzitter van de vergadering een secretaris aan en duidt de vergadering een stemopnemer aan op voorstel van de voorzitter. De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en de aandeelhouders die erom verzoeken. Deze notulen worden in een speciaal register bijgehouden.

Art. 27. Antwoordplicht bestuurders/commissarissen. De bestuurders geven antwoord op de vragen die hen worden gesteld door de aandeelhouders met betrekking tot hun verslag of tot de agendapunten voor zover de mededeling van de gegevens of feiten niet van die aard is dat zij ernstig nadeel zou berokkenen aan de vennootschap, de aandeelhouders of het personeel van de vennootschap.

De commissarissen geven antwoord op de vragen die hen worden gesteld door de aandeelhouders met betrekking tot hun verslag.

Art. 28. Verdaging van de gewone algemene vergadering. De raad van bestuur heeft het recht, tijdens de zitting, de beslissing van de gewone algemene vergadering zoals bedoeld in artikel 20 van deze statuten met betrekking tot de goedkeuring van de jaarrekening drie weken uit te stellen. Deze verdaging doet geen afbreuk aan de andere genomen besluiten, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering hieromtrent.

De raad van bestuur moet de algemene vergadering opnieuw bijeenroepen, met dezelfde agenda binnen de termijn van drie weken.

De formaliteiten die vervuld werden om aan de eerste vergadering deel te nemen, met inbegrip van de eventuele neerlegging van effecten of volmachten, blijven geldig voor de tweede vergadering. Nieuwe neerleggingen zullen toegestaan worden binnen de termijnen en op de voorwaarden vermeld in de statuten.

De verdaging kan slechts één keer gebeuren. De tweede algemene vergadering beslist definitief over de uitgestelde agendapunten.

Art. 29. Beraadslaging - Aanwezigheidsquorum. Geen enkele vergadering kan beraadslagen over punten die niet voorkomen op de agenda, tenzij in de vergadering alle aandelen aanwezig zijn en daartoe met eenparigheid van stemmen wordt besloten.

De algemene aandeelhoudersvergadering kan geldig beraadslagen, onverschillig welk het aantal aanwezige en vertegenwoordigde aandelen is, behoudens in de gevallen waarvoor de wet een bepaald aanwezigheidsquorum vereist.

Art. 30. Stemrecht. Ieder aandeel geeft recht op één stem.

De stemmingen gebeuren door handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de algemene vergadering er met eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen anders over besluit.

Iedere aandeelhouder kan eveneens per brief stemmen door middel van een formulier opgesteld door de raad van bestuur, dat de volgende vermeldingen inhoudt: (i) identificatie van de aandeelhouder, (ii) aantal stemmen waartoe hij gerechtigd is en (iii) voor elke beslissing die overeenkomstig de agenda door de algemene vergadering moet genomen worden de melding “ja”, “neen” of “onthouding”. De aandeelhouder die per brief stemt is verplicht om desgevallend de formaliteiten om te worden toegelaten tot de algemene vergadering overeenkomstig artikel 23 van onderhavige statuten, na te leven.

Art. 31. Meerderheid. Behalve in de bij wet bepaalde gevallen worden de beslissingen, ongeacht het aantal van de op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, genomen bij meerderheid van de stemmen waarmee aan de stemming wordt deelgenomen. Een onthouding wordt niet meegerekend bij het tellen van de stemmen.

Art. 32. Buitengewone algemene vergadering. Wanneer de algemene aandeelhoudersvergadering moet beslissen over:

- een fusie of splitsing van de vennootschap;
- een verhoging of vermindering van het maatschappelijk kapitaal;
- de uitgifte van aandelen beneden de fractiewaarde;
- de afschaffing of beperking van het voorkeurrecht tot inschrijving;
- de uitgifte van converteerbare obligaties of warrants;
- de ontbinding van de vennootschap;
- enige wijziging van de statuten,

dan moet het voorwerp van de te nemen beslissing speciaal vermeld zijn in de oproepingen voor de vergadering en moet tenminste de helft van de aandelen die het gehele kapitaal vertegenwoordigen op de vergadering vertegenwoordigd zijn. Is deze laatste voorwaarde niet vervuld, dan moet een nieuwe vergadering worden bijeengeroepen, die op geldige wijze beslist, ongeacht het aantal van de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

De beslissingen over bovengenoemde onderwerpen worden slechts geldig genomen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen waarmee aan de stemming wordt deelgenomen. Een onthouding wordt als een negatieve stem beschouwd. Dit alles zonder afbreuk te doen aan de andere meerderheidsvereisten voorzien door het Wetboek van vennootschappen, met betrekking tot de wijziging van het maatschappelijk doel, het verwerven, in pand nemen of vervreemden van eigen aandelen door de vennootschap, de omzetting van de vennootschap in een vennootschap met een andere juridische vorm, en de ontbinding van de vennootschap in geval van verlies tot minder dan een vierde van het maatschappelijk kapitaal.

Art. 33. Schriftelijke besluitvorming. Met uitzondering van de beslissingen die bij authentieke akte moeten worden verleden, kunnen de aandeelhouders eenparig en schriftelijk alle besluiten nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren.

Daartoe zal door de raad van bestuur, een rondschrĳven, hetzij per brief, fax, e-mail of enige andere informatiedrager, met vermelding van de agenda en de voorstellen van besluit worden verstuurd naar alle aandeelhouders en naar de eventuele commissarissen, met de vraag aan de aandeelhouders de voorstellen van besluit goed te keuren en binnen de in het rondschrĳven aangegeven termijn na ontvangst van het rondschrĳven op correcte manier getekend terug te sturen naar de zetel van de vennootschap of op enige andere plaats in het rondschrĳven vermeld.

Werd binnen deze periode de goedkeuring van alle aandeelhouders met betrekking tot alle agendapunten en de schriftelijke procedure niet ontvangen, dan worden de beslissingen geacht niet genomen te zijn.

De houders van obligaties of warrants op naam, alsmede de houders van certificaten op naam die met de medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, hebben het recht om op de zetel van de vennootschap kennis te nemen van de genomen beslissingen.

Art. 34. Afschriften en uittreksels van notulen. De afschriften en/of uittreksels van de notulen van de algemene vergaderingen bestemd voor derden worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur, door een gedelegeerd bestuurder of door twee bestuurders. Hun handtekening dient voorafgegaan te worden door de vermelding van de hoedanigheid waarin zij optreden.

Hoofdstuk V. Boekjaar - Jaarrekeningen - Dividenden - Winstverdeling

Art. 35. Boekjaar - Jaarrekening - Jaarverslag. Het boekjaar begint op één januari en eindigt op éénendertig december van elk jaar.

Op het einde van elk boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris, alsmede de jaarrekening bestaande uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting op. Deze documenten worden overeenkomstig de wet opgesteld en neergelegd bij de Nationale Bank van België.

De jaarrekeningen worden met het oog op hun neerlegging geldig ondertekend door een bestuurder of door een persoon belast met het dagelijks bestuur, of hiertoe uitdrukkelijk gemachtigd door de raad van bestuur.

De bestuurders stellen bovendien jaarlijks een verslag op overeenkomstig artikel 95 en 96 van het Wetboek van vennootschappen. De bestuurders zijn evenwel niet gehouden tot het opstellen van een jaarverslag zolang de vennootschap beantwoordt aan de voorwaarden gesteld door artikel 94, eerste lid, 1° van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 36. Winstverdeling. Van de nettowinst van de vennootschap wordt elk jaar tenminste vijf ten honderd afgenomen voor de vorming van de wettelijke reserve. Deze afnemings is niet langer verplicht van zodra de wettelijke reserve één/tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Op voorstel van de raad van bestuur beslist de algemene vergadering over de bestemming van het saldo van de nettowinst.

Art. 37. Uitkering. De uitkering van de dividenden toegekend door de algemene vergadering geschiedt op de tijdstippen en op de plaatsen bepaald door haar of door de raad van bestuur.

Niet geïnde dividenden verjaren door verloop van vijf jaar.

Art. 38. Interimdividenden. De raad van bestuur is bevoegd om op het resultaat van het boekjaar een interimdividend uit te keren, mits naleving van de voorwaarden van artikel 618 van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 39. Verboden uitkering. Elke uitkering van dividenden die gebeurde in strijd met de wet dient door de aandeelhouder die haar heeft ontvangen te worden terugbetaald, indien de vennootschap bewijst dat de aandeelhouder wist dat de uitkering te zijner gunste in strijd met de voorschriften was of daarvan, gezien de omstandigheden, niet onkundig kon zijn.

Hoofdstuk VI. Ontbinding en vereffening

Art. 40. Verliezen.

a) Wanneer, ten gevolge van geleden verlies, het netto-actief gedaald is tot minder dan de helft van het maatschappelijk kapitaal, moet de algemene vergadering bijeenkomen binnen een termijn van ten hoogste twee maanden nadat het verlies is vastgesteld, of krachtens wettelijke of statutaire bepalingen had moeten worden vastgesteld, om in voorkomend geval, volgens de regels die voor een statutenwijziging zijn gesteld, te beraadslagen en te besluiten over de ontbinding van de vennootschap en eventueel over andere in de agenda aangekondigde maatregelen. De raad van bestuur verantwoordt zijn voorstellen in een bijzonder verslag dat vijftien dagen voor de algemene vergadering op de zetel van de vennootschap ter beschikking van de aandeelhouders wordt gesteld.

b) Wanneer het netto-actief, tengevolge van geleden verlies, gedaald is tot minder dan één/vierde van het maatschappelijk kapitaal, kan de ontbinding van de vennootschap uitgesproken worden wanneer zij wordt goedgekeurd door een/vierde gedeelte van de ter vergadering uitgebrachte stemmen.

c) Wanneer het netto-actief gedaald is tot beneden het wettelijk minimumbedrag, kan iedere belanghebbende de ontbinding van de vennootschap voor de rechtbank vorderen. In voorkomend geval kan de rechtbank aan de vennootschap een termijn toestaan om haar toestand te regulariseren.

Art. 41. Ontbinding en vereffening. Bij ontbinding met vereffening worden desgevallend één of meer vereffenaars benoemd door de algemene vergadering.

De benoeming van de vereffenaar(s) moet aan de Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel ter bevestiging worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 184, §2 van het Wetboek van vennootschappen.

Zij beschikken over alle machten genoemd in de artikels 186 en 187 van het Wetboek van vennootschappen, zonder bijzondere machtiging van de algemene vergadering. De algemene vergadering kan evenwel ten allen tijde deze bevoegdheden bij gewone meerderheid beperken.

Alle activa van de vennootschap worden gerealiseerd tenzij de algemene vergadering anders beslist.

Indien niet alle aandelen in dezelfde mate werden volgestort, herstellen de vereffenaars het evenwicht, hetzij door bijkomende opvragingen te doen, hetzij door voorafgaandelijke betalingen te doen.

Art. 42. Vereniging van alle aandelen in een hand. Het in één hand verenigd zijn van alle aandelen heeft niet tot gevolg dat de vennootschap van rechtswege of gerechtelijk wordt ontbonden. Indien binnen één jaar geen nieuwe aandeelhouder in de vennootschap is opgenomen of deze niet geldig is omgezet in een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of ontbonden, wordt de enige aandeelhouder geacht hoofdelijk borg te staan voor alle verbintenissen van de vennootschap ontstaan na de vereniging van alle aandelen in zijn hand tot een nieuwe aandeelhouder in de vennootschap wordt opgenomen of tot de bekendmaking van haar omzetting in een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of haar ontbinding.

Het gegeven dat alle aandelen in één hand verenigd zijn, alsmede de identiteit van de enige aandeelhouder moeten worden vermeld in het vennootschapsdossier op de griffie van de rechtbank van koophandel van het rechtsgebied waarbinnen de vennootschap haar zetel heeft.

De enige aandeelhouder oefent de aan de algemene vergadering toegekende bevoegdheden uit. Hij mag die bevoegdheden niet overdragen.

De beslissingen van de enige aandeelhouder die handelt in de plaats van de algemene vergadering, worden vermeld in een register dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden.

De tussen de enige aandeelhouder en de vennootschap gesloten overeenkomsten worden, tenzij het courante verrichtingen betreft die onder normale omstandigheden plaatsvinden, ingeschreven in een stuk dat tegelijk met de jaarrekening moet worden neergelegd.

Hoofdstuk VII. Algemene en overgangsbepalingen

Art. 43. Keuze van woonplaats. Iedere bestuurder, commissaris of vereffenaar van de vennootschap die in het buitenland zijn woonplaats heeft, wordt tijdens de duur van zijn functie geacht woonstkeuze te hebben gedaan op de zetel van de vennootschap waar hem alle mededelingen, betekeningen en dagvaardingen geldig kunnen worden gedaan.

De houders van aandelen op naam zijn verplicht de vennootschap kennis te geven van elke verandering van woonplaats. Bij ontstentenis van kennisgeving worden zij geacht keuze van woonplaats te hebben gedaan in hun vroegere woonplaats.”

Quatrième résolution

L'assemblée générale confirme que la Société demeurera, suite au transfert du siège social et au changement de nationalité, propriétaire de l'ensemble de ses actifs et passifs, sans limitations, ni discontinuité.

La Société continuera dès lors d'être propriétaire de tous ses actifs et passifs encourus ou nés avant le transfert du siège social et le changement de nationalité.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date d'effet du transfert de siège social et de l'administration centrale en Belgique.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer, avec effet à la date d'effet du transfert de siège social et de l'administration centrale en Belgique et en conformité avec la législation belge, pour une durée de six (6) années, sauf révocation ou démission, les personnes suivantes comme membres du conseil d'administration, avec les pouvoirs leur conférés par les nouveaux statuts belges:

- M. Bart VERHAEGHE, demeurant à B-1880 Nieuwenrode, Ipsvoordestraat 61;
 - Mme. Ann DE KELVER, demeurant à B-1880 Nieuwenrode, Ipsvoordestraat 61;
 - M. Jan VAN LANCKER, demeurant à B-2870 Puurs, Overheide 66;
 - M. David DE PEUTER, demeurant à B-1030 Schaarbeek, Gustave Latinislaan 12.
- Leur mandat prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire de 2021.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de conférer à M. Jan VERHOEYE et M. Sven DE WIT, tous deux demeurant professionnellement à B-9920 Lovendegem, Kort Eindeken 25, agissant individuellement et avec pouvoir de substitution:

- tous pouvoirs en vue d'accomplir et d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la Société,

- à entreprendre toute procédure nécessaire et à fournir tout document nécessaire aux autorités compétentes en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg, et généralement à toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la Société en tant que société de droit belge et d'autre part la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

En outre, l'assemblée générale décide de conférer à tout employé de l'Etude du notaire instrumentant, chacun pouvant agir individuellement, à l'effet de radier l'inscription de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la Société en Belgique auprès du Registre de Commerce compétent en Belgique et de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Tous documents relatifs à la Société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq (5) ans, être obtenus au siège social d'EUROPEENNE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES ET INDUSTRIELLES en abrégé PARFININDUS sis au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg (RCS Luxembourg B 56.469).

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de soumettre les résolutions prises supra à la condition suspensive de la signature du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société qui sera tenue devant le notaire Tim Carnewal, notaire de résidence à B-1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 et qui confirmera le transfert du siège social et de l'administration centrale de la Société en Belgique et décide que la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ne sera réalisée qu'après son inscription auprès du Registre de Commerce compétent en Belgique et de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de deux mille euros (2.000,-EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange/Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparantes, connues du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, elles ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. DEYGLUN, V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 5 octobre 2015. Relation: DAC/2015/16373. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 8 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166724/565.

(150183523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

SnapSwap International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.548.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth of September.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

there appeared:

REVERA INTERGROUP S.A., a corporation established under the laws of Panama and having its registered office at 34th street, Building n° 34-20, Panama 5, Republic of Panama, registered in the Public Register of Panama under the number 681619,

here represented by Maître Maxime LLERENA, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has required the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

I. Form - Name - Shareholders - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Form and Name. There is hereby established a public limited company (société anonyme) under the name of SnapSwap International S.A. (the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of November 10, 2009 on payment services, on the activity of electronic money institution and settlement finality in payment and securities settlement systems, as amended from time to time (the "Law on Payment Services"), the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "Company Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles").

Art. 2. Shareholders. The Company may have 1 (one) shareholder (the "Sole Shareholder") or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Any reference to the shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if and when the Company has only 1 (one) shareholder.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors (the “Board”).

The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company (the “General Meeting”) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in Article 11.

Art. 5. Corporate object. The Company’s object consists in the provision of payment services in the sense of the Law on Payment Services and in particular the services listed in points 3 and 6 and 7 of the Annex of the Law on Payment Services.

The Company is also entitled to provide foreign exchange services as ancillary services to the payment services pursuant to article 10 (1) a) of the Law on Payment Services.

The Company may also, within the limits provided by the Law on Payment Services, acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, warranty, underwriting, purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and generally administrate, develop, manage, sell and transfer in consideration of a price that the Company shall deem appropriate (and more particularly in consideration of shares or parts other interests of any company acquiring such holding of interests), all or part of such holding of interests.

In addition, the Company may within the limits provided by the Law on Payment Services perform all legal, commercial, technical and financial transactions (including techniques or instruments which are in general likely to protect the Company against the credit, the change of currency, the interest rate or any other risk) and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

II. Share capital - Shares

Art. 6. Share capital. The issued share capital of the Company is set at EUR 600.000 (six hundred thousand euros) represented by 600.000 (six hundred thousand) shares having a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

The corporate capital of the Company may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

Art. 7. Shares. The shares of the Company shall be in registered form and will remain in registered form only.

A register of shares in registered form will be kept by the Company at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence or elected domicile, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such shares, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

Certificates of these entries may be issued to the shareholders and such certificates, if any, will be signed by the chairman of the Board or by any other 2 (two) members of the Board.

The Company will recognise only 1 (one) holder per share. In case a share is held by more than 1 (one) person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until 1 (one) person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

III. General meeting

Art. 8. Powers. As long as the Company has only 1 (one) shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only 1 (one) shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder shall be recorded in minutes or documented by way of written resolutions, as the case may be.

In the case of multiple shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The General Meeting has all the powers vested to it by the Company Law and by these Articles.

Art. 9. Annual General Meeting and other General Meetings. The annual General Meeting shall be held, in accordance with the Company Law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the

municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on 20 October each year at 11 a.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Other General Meetings may be held at such places, dates and times in Luxembourg-City as specified in the respective convening notices of such meetings.

Art. 10. Calling of the General Meeting and convening notices. The General Meeting will meet upon call by the Board or the auditor(s) made in compliance with the Company Law and the present Articles.

The Board shall be obliged to convene a General Meeting it so that it is held within a period of 1 (one) month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda.

One or more shareholders representing at least one-tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

Convening notices for every General Meeting shall contain the agenda and shall be published twice, with a minimum interval of 8 (eight) days, and 8 (eight) days before the meeting, in the Luxembourg Official Journal (Mémorial C) and in a Luxembourg newspaper.

Notices by mail shall be sent 8 (eight) days before the meeting to registered shareholders, but no proof need be given that this formality has been complied with.

Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 11. Representation, quorum of presence and majority. Any shareholder may act at any meeting of shareholders either in person or by appointing in writing by e-mail, telefax, telegram or by any other similar means of communication, another person, who does not need to be a shareholder, as its proxy. The Board may determine the form of proxy to be used and it may require that the proxies be deposited at least 5 (five) clear days before the date set for that meeting.

A shareholder may participate in any General Meeting by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by those means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Each share is entitled to 1 (one) vote.

Except as otherwise required by the Company Law or by these Articles, resolutions at a General Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented at the meeting.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the purpose or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at 15 (fifteen) days interval at least and 15 (fifteen) days before the meeting in the Official Journal and in 2 (two) Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast at the relevant General Meeting.

Votes relating to shares for which the shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank or spoilt vote are not taken into account to calculate the majority.

IV. Management

Art. 12. The Board. The Company shall be managed by a Board composed of at least 3 (three) members (the “Directors”) who need not to be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the General Meeting for a term not exceeding 6 (six) years and shall be eligible for re-appointment. The General Meeting shall also determine the number of Directors and the term of their office. A Director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by a majority vote, a Director to fill such vacancy until the next General Meeting.

Art. 13. Meetings of the Board. The Board shall elect a chairman among its members (the “Chairman”). The Chairman shall preside all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the other Directors will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by a simple majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman at the place indicated in the notice of meeting as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time 2 (two) Directors so request.

Written notice of any meeting of the Board shall be given by telefax or electronic mail or by any other means of communication to all the Directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the Directors are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. Any Director may waive his right to receive such written notice by giving his consent in writing. Copies of such written consents that are transmitted by telefax or electronic mail or by any other means of communication may be accepted as evidence of the written consent. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Director as his or her proxy. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a meeting of the Board.

Any Director may participate in a meeting of the Board by a conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present (which may be by way of a telephone or video conference call, provided at least 2 (two) Directors are physically present) or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event of a tied vote, the Chairman shall have a casting vote.

The Board may also, unanimously, pass resolutions in writing (the “Circular Resolutions”), which shall be valid and binding in the same way as if passed in a meeting duly convened and held. The Circular Resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and be signed, manually or electronically by each Director. The date of the Circular Resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 14. Minutes of meetings of the Board. The minutes of the meeting of the Board shall be drawn up and signed by the Chairman of the meeting and a second Director present at the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts thereof shall be certified by the Chairman.

Art. 15. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed any actions necessary or useful in compliance with the corporate object of the Company. All powers not expressly reserved by Company Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 16. Delegation of powers. The Board may delegate its powers to conduct the day-to-day management of the Company as well as the representation of the Company within such day-to-day management to the persons referred to in paragraph 2 of article 13 of the Law on Payment Services (the “Day-to-day Managers”), acting under such terms and with such powers as the Board shall determine, provided that within the framework of such delegation the Company shall only be bound, in any circumstances, by the joint signature of at least 2 (two) Day-to-day Managers. The Day-to-day Managers are appointed and revoked, with or without cause, by the Board.

The Board may confer special powers for determined matters to one or more proxy-holders, who need not to be a Director or a shareholder of the Company.

Art. 17. Representation of the Company. The Company shall be bound in any circumstances by the joint signature of any 2 (two) Directors.

According to what is provided for in article 16 of the Articles, the Company shall further be bound by the joint signature of at least 2 (two) Day-to-day Managers within the limits of their powers.

V. Supervision

Art. 18. Independent auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or several approved independent auditor(s) (“réviseur d’entreprises agréé”). The independent auditor(s) shall be appointed for a term not exceeding 6 (six) years and are eligible for re-appointment.

The independent auditor(s) shall be appointed by the General Meeting which shall determine the number of auditors and the term of their office.

The independent auditor(s) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

VI. Financial year, Allocation of profits

Art. 19. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 July and end on 30 June of each year.

Art. 20. Approval of Annual accounts. The Board shall draw up the annual accounts of the Company that shall be submitted to the approval of the annual General Meeting.

No later than 1 (one) month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the annual accounts together with the report of the Board (if any) and such other documents, as may be required by the Company Law, to the independent auditor(s) who will thereupon draw up its(their) report.

No later than 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the annual accounts, the report of the Board (if any) and of the independent auditor(s), and such other documents as may be required by Company Law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 21. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the subscribed capital of the Company.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and in particular it may decide to declare and pay dividends, within the limits laid down by the Company Law.

The Board may decide to declare and pay out interim dividends of the profits and reserves available for distribution, including share premium, under the conditions and within the limits laid down by the Company Law.

VIII. Dissolution and liquidation

Art. 22. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amending these Articles, as prescribed in Article 11 above.

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

VIII. Applicable law

Art. 23. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the applicable laws, in particular the Company Law and the Law on Payment Services.

Transitional provisions

The first accounting year begins today and ends on 30/06/2016.

The first annual General Meeting will be held in 2016.

Subscription

The Articles having thus been established, the appearing party, represented as stated above, hereby declares that it subscribes in cash to the 600.000 (six hundred thousand) shares representing the total share capital of the Company and having a subscription price of EUR 1 (one euro) each.

All these shares have been fully paid up by the appearing party by way of a contribution in cash in an aggregate amount of EUR 600.000 (six hundred thousand euros) so that the amount of EUR 600.000 (six hundred thousand euros) is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary and the notary expressly bears witness to it.

The contribution in cash is entirely allocated to the share capital of the Company.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by articles 26, 26-3 and 26-5 (with article 26-1 paragraph (2) being not applicable as no contribution for assets other than cash has been made at the incorporation of the Company) of the Company Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 3.000 (three thousand euros).

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, represented as stated above, representing the whole of the subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. the number of Directors is set at 4 (four) and the number of independent auditor at 1 (one);
2. the following persons are appointed as Directors:
 - a. Denis Kiselev, born in Moscow (Russia) on 4 June 1965, residing in 2153 Shy Bear Way NW 110, Issaquah, WA 98027-5630, United States;
 - b. Robert Gregory Kidd, born in Connecticut (United States) on 7 July 1959, residing in 66, Starbuck Drive, Muir Beach, CA 94965, United States;
 - c. Nikolai Potylitsine, born in Makeyevka (Ukraine) on 24 September 1963, residing in 27 Vause Street, Northport, New York 11768, United States;
 - d. Charles Stoops, born in New York (United States) on 8 June 1962, residing in L-1242 Luxembourg, 3, rue des Bleuets;

their terms of office will expire after the annual General Meeting of the year 2016;

3. the following company is appointed as independent auditor:

ERNST & YOUNG S.A., a public limited company, having its registered office at L-5365 Luxembourg, 7, rue Gabriel Lippmann, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 47.771;

his term of office will expire after the annual General Meeting of the year 2016; and

4. the address of the registered office of the Company is at: 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

After reading to the appearing party, the present deed has been signed by the appearing party and the notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg.

a comparu:

REVERA INTERGROUP S.A., une corporation établie sous les lois de Panama et ayant son siège social à Panama 5 (République de Panama), n° 34-20, 34th street, inscrite au Registre public de Panama sous le numéro 681619,

ici représentée par Maître Maxime LLERENA, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts suivants d'une société qu'elle déclare constituer comme suit:

I. Forme - Dénomination - Actionnariat - Siège social - Durée - Objet social

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de SnapSwap International S.A. (la "Société"), qui sera régie par les lois régissant une telle entité, et en particulier par la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres, telle que modifiée (la "Loi sur les Services de Paiements"), la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

Art. 2. Actionnariat. La Société peut avoir 1 (un) actionnaire unique ("Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Toute référence aux actionnaires dans les Statuts est une référence à l'Actionnaire Unique si la Société n'a que 1 (un) seul actionnaire.

Art. 3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil d'administration (le "Conseil d'Administration").

Le Conseil d'Administration a encore le droit de créer des succursales, bureaux, centres administratifs et agences en tous lieux appropriés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des faits ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire ont eu lieu ou sont imminents et que ces faits ou événements pourraient interférer avec les activités normales de la Société à son siège social, ou avec la communication aisée entre le siège social et les bureaux et personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation définitive de ces circonstances exceptionnelles. Ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 4. Durée. La Société est établie pour une durée indéterminée.

La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (l' "Assemblée Générale") statuant comme en matière de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'Article 11.

Art. 5. Objet social. La Société a pour objet la fourniture de services de paiement au sens de la Loi sur les Services de Paiement et en particulier les services énumérés aux points 3 et 6 et 7 de l'annexe de la Loi sur les Services de Paiement.

La Société peut également fournir des services de change comme services auxiliaires aux services de paiement conformément à l'article 10 (1) a) de la Loi sur les Services de Paiement.

La Société peut aussi, dans les limites prévues par la Loi sur les Services de Paiement, acquérir et détenir des participations, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, dans toutes autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, à travers, entre autres, la souscription ou l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de garantie, de souscription, d'achat ou d'option, de négociation ou de toute autre manière, ou des instruments financiers sous quelque forme que ce soit, et généralement administrer, développer, gérer, vendre et transférer tout ou partie de telles participations en contrepartie d'un prix que la Société jugera approprié (et plus particulièrement en contrepartie d'actions ou d'autres parts d'intérêts de toute société acquérant de telles participations).

En outre, la Société peut, dans les limites prévues par la Loi sur les Services de Paiement, réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques et financières, (en ce y inclus toutes techniques et instruments destinés à protéger la Société contre les risques liés au crédit, à l'échange de devise, au taux d'intérêt ou à tout autre risque), et, en général, toutes opérations qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social ainsi que toutes opérations liées de manière directe ou indirecte aux domaines d'activité décrits ci-avant afin de faciliter l'accomplissement de son objet social dans tous les domaines d'activité décrits ci-avant.

II. Capital social - Actions

Art. 6. Capital Social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 600.000 (six cent mille euros) représenté par 600.000 (six cent mille) actions ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit en conformité avec les exigences légales.

Art. 7. Actions. Les actions sont nominatives et resteront nominatives.

Un registre des actions nominatives est tenu par la Société au siège social, où il peut être consulté par tout actionnaire. Ce registre contient le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants payés pour chacune de ces actions, et le transfert des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par l'inscription dans ce registre.

Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires peuvent être émis pour les actionnaires et ces certificats, le cas échéant, seront signés par le président du Conseil d'Administration ou par 2 (deux) autres membres du Conseil d'Administration.

La Société ne reconnaît que 1 (un) seul propriétaire par action. Dans le cas où une action appartient à plusieurs personnes, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'au moment où 1 (une) personne aura été désignée comme le propriétaire unique vis-à-vis de la Société.

III. Assemblée générale

Art. 8. Pouvoirs. Aussi longtemps que la Société n'a que 1 (un) actionnaire, l'Actionnaire Unique assume tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans les présents Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a que 1 (un) seul actionnaire. Les résolutions prises par l'Actionnaire Unique sont consignées dans des procès-verbaux ou documentées par voie de résolutions écrites, selon le cas.

En cas de pluralité d'actionnaires, toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

L'Assemblée Générale a tous les pouvoirs qui lui sont attribués par la Loi sur les Sociétés et les Statuts.

Art. 9. Assemblée Générale annuelle et autres Assemblées Générales. L'Assemblée Générale annuelle se tient, en conformité avec la Loi sur les Sociétés, à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le 20 octobre de chaque année à 11.00 heures.

Si ce jour est férié à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le premier jour ouvrable suivant.

D'autres Assemblées Générales peuvent être tenues en ces lieux, dates et heures à Luxembourg-Ville tels que spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Art. 10. Convocation de l'Assemblée Générale et avis de convocation. L'Assemblée Générale se réunit après convocation par le Conseil d'Administration ou par le(s) réviseur(s) d'entreprises en conformité avec la Loi sur les Sociétés et les présents Statuts.

Le Conseil d'Administration doit convoquer l'Assemblée Générale de façon à ce qu'elle soit tenue dans un délai de 1 (un) mois si des actionnaires représentant au moins un dixième du capital social en font la demande par écrit avec indication de l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. Cette demande doit être adressée à la Société au moins 5 (cinq) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour et sont publiés deux fois à 8 (huit) jours d'intervalle au moins et 8 (huit) jours avant l'Assemblée Générale, dans le Mémorial C et dans un journal de Luxembourg.

Des lettres missives sont adressées, 8 (huit) jours avant l'assemblée, aux actionnaires nominatifs, mais sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Si toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites seulement par courrier recommandé.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Représentation, quorum de présence et majorité. Tout actionnaire peut prendre part à toute Assemblée Générale de la Société soit en personne, soit en désignant par écrit, par mail, téléfax, télégramme ou par tous autres moyens de communication, une autre personne, qui n'a pas besoin d'être actionnaire, comme son mandataire. Le Conseil d'Administration peut déterminer la forme des procurations à utiliser et peut exiger qu'elles soient déposées au moins 5 (cinq) jours francs avant la date de la réunion.

Un actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou tous autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes participant à la réunion d'être identifiées, d'entendre les autres participants et de leur parler. La participation à une réunion de cette façon est réputée comme équivalente à une participation en personne à une telle réunion.

Chaque action donne droit à 1 (une) voix.

Sauf s'il en est disposé autrement dans la Loi des Sociétés ou les Statuts, les résolutions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité simple des voix exprimées quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées à la réunion.

Cependant, les résolutions visant à modifier les Statuts peuvent seulement être adoptées dans une Assemblée Générale où au moins la moitié du capital social est présente ou représentée et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts, par des annonces publiées par deux fois, à 15 (quinze) jours d'intervalle au moins et 15 (quinze) jours avant l'Assemblée Générale dans le Mémorial et dans 2 (deux) journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour et indique la date et les résultats de la précédente Assemblée Générale. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital social représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, doivent réunir au moins les deux tiers des voix exprimées.

Les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

IV. Administration

Art. 12. Le Conseil d'Administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins 3 (trois) membres (les "Administrateurs") qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les Administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale pour une durée qui ne peut pas excéder 6 (six) ans et sont rééligibles.

L'Assemblée Générale détermine aussi le nombre d'Administrateurs et la durée de leur mandat. Un Administrateur peut, à tout moment, être révoqué, avec ou sans motif, et/ou remplacé par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'Administrateur pour cause de décès, de retraite ou autre cause, les Administrateurs restants peuvent élire, à la majorité des voix, un Administrateur afin de pourvoir provisoirement au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale.

Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres, un président (le "Président"). Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, les autres Administrateurs éliront un président pro tempore, qui présidera la réunion en question, à la majorité simple des voix des Administrateurs présents ou représentés à ladite réunion.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président au lieu indiqué dans la convocation aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que 2 (deux) Administrateurs le demandent.

Un avis de convocation écrit à toute réunion du Conseil d'Administration sera donnée par courrier électronique, par télécopie ou tout autre moyen de communication à tous les Administrateurs avec un préavis d'au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf dans des circonstances d'urgence, dans lesquelles la nature de l'urgence est mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil d'Administration.

Aucune convocation écrite n'est requise si tous les Administrateurs sont présents ou représentés durant la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Tout Administrateur peut renoncer à son droit de recevoir une convocation écrite en donnant son accord par écrit. Des copies de tels accords écrits qui sont transmis par télécopie ou par courrier électronique ou tout autre moyen de communication peuvent être acceptées comme preuve de l'accord écrit. Une convocation spéciale n'est pas requise pour les réunions se tenant à une heure et dans un lieu déterminés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil d'Administration.

Tout Administrateur peut se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre Administrateur comme son mandataire. Les copies de ces procurations écrites qui sont transmises par téléfax ou par courrier électronique peuvent être acceptées comme preuve de ces procurations écrites à la réunion du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise de manière continue et (iv) les Administrateurs peuvent valablement délibérer, et la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil d'Administration tenue par un tel moyen de communication est réputée se tenir à Luxembourg.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Administrateurs est présente (ce qui peut être par le biais d'un appel téléphonique ou vidéo conférence, à condition qu'au moins 2 (deux) Administrateurs soient présents physiquement) ou représentés à la réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas d'égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions par écrit (les "Résolutions Circulaires"), qui sont valables et contraignantes de la même manière que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Les Résolutions Circulaires consisteront en un ou plusieurs documents contenant les résolutions signées, manuellement ou électroniquement, par chaque Administrateur. La date des Résolutions Circulaires sera la date de la dernière signature.

Art. 14. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil d'Administration sont établis par écrit et signés par le Président de la réunion et un deuxième Administrateur présent à la réunion. Toutes procurations y seront annexées.

Les copies ou extraits des procès-verbaux doivent être certifiés par le Président.

Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en conformité avec l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés et les Statuts à l'Assemblée Générale relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société dans le cadre de cette gestion journalière, aux personnes visées au paragraphe 2 de l'article 13 de la Loi sur les Services de Paiement (les "Délégués à la gestion journalière"), agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil d'Administration déterminera, pour autant que, dans le cadre de telle délégation, la Société soit seulement engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe d'au moins 2 (deux) Délégués à la gestion journalière. Les Délégués à la gestion journalière sont nommés et révoqués, avec ou sans motif, par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut également conférer des pouvoirs spéciaux pour des opérations déterminées à un ou plusieurs mandataires, qui n'ont pas besoin d'être Administrateur ou actionnaire de la Société.

Art. 17. Représentation de la Société. La Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de 2 (deux) Administrateurs.

Conformément à ce qui prévu à l'Article 16 des Statuts, la Société est également engagée par la signature conjointe d'au moins 2 (deux) Délégués à la gestion journalière dans les limites de leurs pouvoirs.

V. Surveillance

Art. 18. Réviseur(s) d'entreprises. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s). Le(s) réviseur(s) d'entreprises est(sont) nommé(s) pour une période n'excédant pas 6 (six) ans et est(sont) rééligible(s).

Le(s) réviseur(s) d'entreprises est(sont) nommé(s) par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre et la durée de leur fonction.

Le(s) réviseur(s) d'entreprises peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'Assemblée Générale.

VI. Exercice social, Affectation des bénéficiaires

Art. 19. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

Art. 20. Comptes annuels. Le Conseil d'Administration établit les comptes annuels de la Société qui sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale annuelle.

Au plus tard 1 (un) mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil d'Administration soumet les comptes annuels ensemble avec le rapport du Conseil d'Administration (le cas échéant) et tout autre document susceptible d'être requis par la Loi sur les Sociétés, au(x) réviseur(s) d'entreprise de la Société qui établi(t)ssent ensuite son(leur) rapport.

Au plus tard 15 (quinze) jours avant l'Assemblée Générale annuelle, les comptes annuels, le rapport du Conseil d'Administration (le cas échéant) et le rapport du (ou des) réviseur(s) d'entreprises ainsi que tout autre document pouvant être

requis par la Loi sur les Sociétés doivent être déposés au siège social de la Société où ils sont disponibles pour inspection par tout actionnaire durant les heures de bureau habituelles.

Art. 21. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets annuels de la Société, 5% (5 pour cent) sont affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social souscrit.

L'Assemblée Générale détermine comment le solde des bénéfices annuels est réparti et, plus particulièrement, peut décider de déclarer et payer des dividendes dans les limites prescrites par la Loi sur les Sociétés.

Le Conseil d'Administration peut décider de déclarer et payer des dividendes intérimaires sur les bénéfices et réserves distribuables, y compris la prime d'émission, dans les conditions et limites fixées par la Loi sur les Sociétés.

VIII. Dissolution et liquidation

Art. 22. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'Article 11.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation est effectuée par un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommé(s) par l'Assemblée Générale ayant décidée cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateur(s).

VIII. Droit applicable

Art. 23. Droit applicable. Toutes les questions non régies par les Statuts sont à interpréter conformément à la loi applicable, et en particulier à la Loi sur les Sociétés et la Loi sur les Services de Paiements.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se clôt le 30/06/2016 La première Assemblée Générale annuelle sera tenue en 2016.

Souscription

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare qu'il souscrit au moyen d'un apport en numéraire à l'ensemble des 600.000 (six cent mille) actions, représentant la totalité du capital social de la Société, et pour un prix de souscription de EUR 1 (un euro) chacune.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par la partie comparante au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de EUR 600.000 (six cent mille euros) de sorte que la somme de EUR 600.000 (six cent mille euros) est dès lors à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été attesté au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

La totalité de l'apport en numéraire est attribuée au capital social de la Société.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 (le paragraphe (2) de l'article 26-1 n'étant pas applicable, aucun apport d'actifs autre qu'un apport en numéraire n'a été effectué à la constitution de la Société) de la Loi sur les Sociétés sont bien remplies et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à la somme de EUR 3.000 (trois mille euros).

Résolutions de l'actionnaire unique

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, et représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. le nombre d'Administrateurs est fixé à 4 (quatre) et le nombre de réviseur d'entreprises à 1 (un);

2. les personnes suivantes sont nommées en tant qu'Administrateurs:

a. Denis Kiselev, né à Moscou (Russie) le 4 juin 1965, demeurant à WA 98027- 5630, Issaquah (Etats-Unis), 110, Shy Bear Way NW;

b. Robert Gregory Kidd, né à Connecticut (Etats-Unis) le 7 juillet 1959, demeurant à CA 94965, Muir Beach (Etats-Unis), 66 Starbuck Drive;

c. Nikolai Potylitsine, né à Makeyevka (Ukraine) le 24 septembre 1963, demeurant à New York 11768, Northport (Etats-Unis), 27, Vause Street;

d. Charles Stoops, né à New York (Etats-Unis) le 8 juin 1962, demeurant à L-1242 Luxembourg, 3, rue des Bleuets; leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2016;

3. est nommé en tant que réviseur de la Société;

ERNST & YOUNG S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-5365 Luxembourg, 7, rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771.

son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2016;

4. le siège social de la Société est sis au
L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. LLERENA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 2 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/31684. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166599/539.

(150183883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Sirius Real Estate I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 200.535.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the seventeenth day of September,

Before us, Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

SIRIUS International AG, a company organized and existing under the laws of Austria, having its registered office at Leechgasse 25, 8010 Graz, Austria, registered with the Austrian Register of Commerce under number FN 427616 y,

here represented by Olivier AMREIN, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on 8 September 2015.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company ("*société à responsabilité limitée*") under the name Sirius Real Estate I S.à r.l. (hereafter the "*Company*"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "*Law*"), as well as by the present articles of association (hereafter the "*Articles*").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including

the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. For the avoidance of doubt, the Company shall not carry out any regulated activities of the financial sector.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against currency exchange and interest rate risks as well as other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at 12,500 EUR (twelve thousand five hundred euro) represented by 125 (one hundred and twenty five) shares in registered form with a par value of EUR 100 (one hundred euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A share register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they shall constitute a board of managers composed of at least one class A manager (the A Manager) and at least one class B manager (the B Manager). The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the sole manager, or if there is more than one manager, under the joint signatures of an A Manager and a B Manager of the Company, or by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if at least one A Manager and at least one B Manager are present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast provided they have been approved by at least one A Manager and at least one B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of the sole manager and in case of plurality of managers, by the joint signatures of an A Manager and a B Manager or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights.

12.1 The shareholders assume all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of the same year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the sole shareholder or the general meeting of shareholders;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Art. 17. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2016.

Subscription - Payment

Thereupon, SIRIUS International AG, prenamed and represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all 12,500 (twelve thousand five hundred) shares by contribution in cash, so that the amount of 12,500 EUR (twelve thousand five hundred euro) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as A Manager and B Managers for an indefinite period:

- *Class A Manager:*

Michel SHARBIN, lawyer, born on 30 April 1980 in Vöcklabruck, Austria whose professional address is at Leechgasse 25, A-8010 Graz, Austria;

- *Class B Managers:*

Ralph BOURGNON, certified chartered accountant, born on 23 June 1975 in Basel, whose professional address is at 7a, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg

Christophe ROEDER, certified chartered accountant, born on 14 August 1975 in Algrange, whose professional address is at 7a, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg

2. The registered office of the Company is set at L-2212 Luxembourg, 6, rue de Nancy.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quinze, le dix-sept septembre,

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

A COMPARU:

SIRIUS International AG, une société constituée en vertu de la loi autrichienne, dont le siège social est à Leechgasse 25, 8010 Graz, Autriche, enregistrée au registre de commerce Autrichien sous le numéro FN 427616 y,

ici représenté par Olivier AMREIN, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 8 septembre 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le représentant de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Sirius Real Estate I S.à r.l. (la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. En tout état de cause, la Société ne devra pas effectuer une activité réglementée du secteur financier.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de change, de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de 1.- EUR (un euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des parts sociales sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance composé d'au moins un gérant de catégorie A (le Gérant A) et au moins un gérant de catégorie B (le Gérant B). Les gérants n'ont pas besoin d'avoir la qualité d'associés.

7.2 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, conjointement par un Gérant A et un Gérant B de la Société, ou par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins un Gérant A et au moins un Gérant B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition qu'elles aient été approuvées par au moins un Gérant A et au moins un Gérant B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature simple du seul gérant et en cas de pluralité de gérants, par les signatures conjointes d'un Gérant A et d'un Gérant B ou, par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;

(iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun deux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

SIRIUS International AG, représenté comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'intégralité du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Décision de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme Gérant A et Gérants B de la Société pour une durée indéterminée:

- Gérant Catégorie A:

Michel SHARBIN, juriste, né le 30 Avril 1980 à Vöcklabruck, Autriche dont l'adresse professionnelle est au 25 Leechgasse, A-8010 Graz; Autriche;

- Gérants Catégorie B:

Ralph BOURGNON, comptable agréé, né le 23 juin 1975 à Bâle, dont l'adresse professionnelle est 7a, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg.

Christophe ROEDER, comptable agréé, né le 14 août 1975 à Algrange, dont l'adresse professionnelle est 7a, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: AMREIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 septembre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 29873. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166596/392.

(150183682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Shield Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.

R.C.S. Luxembourg B 185.670.

Les statuts coordonnés au 28/09/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 octobre 2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015166593/12.

(150182811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Parker Hannifin Partnership S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 158.172.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 14 septembre 2015.
Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2015166504/13.

(150183454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Parc Helfent Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 81.575.

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, am neunten September,

Vor der unterzeichneten Notarin Maître Joëlle BADEN, mit Amtssitz in Luxemburg, anstelle von Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, momentan abwesend, letztgenannter Notar bleibt Bewahrer der Urkunde.

Sind die Gesellschafter der Parc Helfent Participations S.A., einer Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme), mit Gesellschaftssitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) Luxembourg unter der Nummer B 81.575, im Folgenden die „Gesellschaft“ genannt, zu einer Außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre (die „Hauptversammlung“) zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde, ausgefertigt durch den Notar Paul DECKER, mit damaligem Amtssitz in LUXEMBOURG-STADT (Großherzogtum Luxemburg), am 11. April 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 978 vom 8. November 2001. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde ausgefertigt durch Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, am 21. Dezember 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1867 vom 30. Juli 2008.

Die Erschienenen, handelnd wie in der Anwesenheitsliste erwähnt, ersuchen die unterzeichnete Notarin, die Niederschrift dieser Hauptversammlung wie folgt zu beurkunden:

Die Hauptversammlung wurde unter dem Vorsitz von Herrn Christian SAILER, Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft, mit Berufsanschrift in D-70174 Stuttgart, Fritz-Elsas-Straße 31 (Deutschland), eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmte zum Sekretär Herrn Andreas SCHUTH, Paralegal, beruflich ansässig in L-2146 LUXEMBOURG, 55-57, rue de Merl.

Zum Stimmzähler wurde Herrn Christian SAILER, vorbenannt, ernannt.

Nachdem das Büro der Versammlung bestimmt war, stellte der Vorsitzende fest:

- dass die anwesenden oder vertretenen Aktionäre sowie die jeweilige Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien in einer Anwesenheitsliste aufgeführt sind, die von dem Vorsitzenden, dem Sekretär, dem Stimmzähler sowie der amtierenden Notarin ne varietur unterzeichnet wird und dieser Niederschrift in Anlage dauerhaft beigelegt bleibt; etwaige Vollmachten der vertretenen Aktionäre verbleiben, von dem Vorsitzenden, dem Sekretär, dem Stimmzähler sowie der amtierenden Notarin ebenfalls ne varietur unterzeichnet, anliegend an der Präsenzliste;

- dass sich aus der Anwesenheitsliste ergibt, dass die Gesamtheit (100 %) der dreitausend achthundert (3.800) stimmberechtigten Aktien ohne Nennwert der Gesellschaft anwesend oder vertreten ist, so dass die Hauptversammlung über alle Punkte der Tagesordnung rechtsgültig beraten und abstimmen kann;

- dass die Hauptversammlung erklärt, rechtmäßig einberufen und über die Tagesordnung der gegenwärtigen Hauptversammlung informiert zu sein und ausdrücklich auf die Einberufungsformalitäten gemäß dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz“) zu verzichten;

- dass die Hauptversammlung wünscht, den am 24. Juni 2015 durch die Verwaltungs- bzw. - Geschäftsführerräte der zu verschmelzenden Gesellschaften verabschiedeten gemeinsamen Verschmelzungsplan (der „Gemeinsame Verschmelzungsplan“) mit dem Ziel der Verschmelzung der LBBW Immobilien Luxembourg S.A. mit ihren vier Tochtergesellschaften, der Château de Beggen Participations S.A., der Parc Helfent Participations S.A., der Alpha Real Estate S.à r.l. sowie der Beta Real Estate S.à r.l. anzunehmen.

Die vorstehend vom Vorsitzenden abgegebenen Erklärungen wurden vom Stimmzähler überprüft und für richtig befunden.

Mithin stimmte die Hauptversammlung über folgende Tagesordnung ab:

TOP 1. Annahme des Gemeinsamen Verschmelzungsplans vom 24. Juni 2015, der die Absorption der Château de Beggen Participations S.A., der Parc Helfent Participations S.A., der Alpha Real Estate S.à r.l. sowie der Beta Real Estate S.à r.l., als übertragende Gesellschaften, durch die Gesellschaft LBBW Immobilien Luxembourg S.A., als übernehmende Gesellschaft, gemäß Abschnitt XIV des luxemburgischen Gesetzes betreffend die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 (das „Gesetz“) vorsieht;

TOP 2. Entlastung der Verwaltungs- bzw. Geschäftsführerratsmitglieder und Kontenkommissare der zu verschmelzenden Gesellschaften;

TOP 3. Beschluss über die anlässlich der Auflösung der aufzunehmenden Gesellschaften zu treffenden Maßnahmen;

TOP 4. Verschiedenes.

Präambel

Der Vorsitzende trägt vor, dass die Verwaltungs- bzw. - Geschäftsführerräte der zu verschmelzenden Gesellschaften am 24. Juni 2015 einen Gemeinsamen Verschmelzungsplan aufgestellt und beschlossen haben, welcher im luxemburgischen Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1598 vom 29. Juni 2015, Seite 76686 ff veröffentlicht wurde.

Die LBBW Immobilien Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme), mit Gesellschaftssitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) Luxembourg unter der Nummer B 127.848, als übernehmende Gesellschaft, hält jeweils die Gesamtheit der Aktien bzw. Gesellschaftsanteile der aufzunehmenden Gesellschaften, im Einzelnen sind dies

- 2.500 Aktien ohne Nennwert, darstellend das gesamte Gesellschaftskapital in Höhe von 31.000,- EUR an der Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme) Château de Beggen Participations S.A., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer R.C.S. B 4.652;

- 3.800 Aktien ohne Nennwert, darstellend das gesamte Gesellschaftskapital in Höhe von 942.000,- EUR an der Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme) Parc Helfent Participations S.A., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer R.C.S. B 81.575;

- 1.240 Anteile mit einem Nennwert von jeweils 10,- EUR, darstellend das gesamte Gesellschaftskapital in Höhe von 12.400,- EUR an der Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) Alpha Real Estate S.à r.l., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer R.C.S. B 136.142;

- 1.240 Anteile mit einem Nennwert von jeweils 10,- EUR, darstellend das gesamte Gesellschaftskapital in Höhe von 12.400,- EUR an der Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts (société à responsabilité limitée) Beta Real Estate S.à r.l., mit Sitz in L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer R.C.S. B 150.768.

Die Aktionäre bzw. Anteilseigner der zu verschmelzenden Gesellschaften hatten, gemäß Verschmelzungsplan, in Übereinstimmung mit den Artikeln 261 fortfolgende und 278 fortfolgende des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung die Möglichkeit, die unter Artikel 267 Absatz 1 a), b) und c) aufgeführten Dokumente während eines Zeitraums von einem Monat, beginnend ab der Veröffentlichung des Gemeinsamen Verschmelzungsplans im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am Sitz der Gesellschaften einzusehen.

Die Hauptversammlung wurde einberufen, um nunmehr nach Ablauf der gesetzlichen Frist von mindestens einem Monat nach der Veröffentlichung des Gemeinsamen Verschmelzungsplans über dessen Annahme abzustimmen.

Nach Überprüfung der Richtigkeit der Tagesordnung und nach eingehender Beratung, fasste die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse in Einklang mit den jeweiligen Bestimmungen der Satzung und des Gesetzes:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung nimmt den Gemeinsamen Verschmelzungsplan vom 24. Juni 2015, der die Absorption der Château de Beggen Participations S.A., der Parc Helfent Participations S.A., der Alpha Real Estate S.à r.l. sowie der Beta Real Estate S.à r.l., als übertragende Gesellschaften, durch die LBBW Immobilien Luxembourg S.A., als übernehmende Gesellschaft vorsieht, ohne Vorbehalt an und beschließt dessen Umsetzung wie vorgesehen. Ungeachtet der im Gemeinsamen Verschmelzungsplan vorgesehenen Regelungen über den wirtschaftlichen Verschmelzungstichtag, bestimmt sich die Wirksamkeit der Verschmelzung gemäß Artikel 272 des Gesetzes auf den Tag der Beschlussfassung über die Verschmelzung der beteiligten Gesellschaften durch die Hauptversammlung sämtlicher zu Verschmelzender Gesellschaften, also den der vorliegenden Beurkundung.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung erteilt den Organen der zu verschmelzenden Gesellschaften vollständige Entlastung.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Dokumente der zu verschmelzenden Gesellschaften nach der Auflösung der aufzunehmenden Gesellschaften während einer Dauer von fünf Jahren am Sitz der übernehmenden Gesellschaft aufzubewahren.

Dem Verwaltungsrat der übernehmenden Gesellschaft werden alle erforderlichen Rechte und Pflichten eingeräumt, um den Übergang der gesamten Aktiva und Passiva der aufzunehmenden Gesellschaften auf die übernehmende Gesellschaft durchführen zu können.

Nachdem alle Punkte der Tagesordnung abgehandelt waren und niemand mehr das Wort ergriff, beendete der Vorsitzende die Sitzung.

Die Erschienenen schätzen die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Urkunde erwachsen, auf eintausend neunhundert Euro (1.900.- EUR).

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung durch die Notarin haben alle Erschienenen, alle der Notarin nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, die vorliegende Urkunde zusammen mit der Notarin unterschrieben.

Die unterzeichnete Notarin hat sich vergewissert, dass die Vorschriften der Artikel 261 ff sowie des Artikels 278 und ff des Gesetzes eingehalten wurden und erklärt, dass die Verschmelzung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften beschlossen wurde.

Signé: C. Sailer, A. Schuth et J. Baden.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 10 septembre 2015. Relation: 2LAC/2015/20297. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166503/123.

(150183031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.235.

Extrait des résolutions adoptées en date du 12 août 2015 lors de l'Assemblée Générale de la société Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A.

- La cooptation de Mme Valérie POSS, employée privée, née le 2 août 1965 à Algrange (France), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2015 a été ratifiée.

- Les mandats de Monsieur Christian BÜHLMANN, de Monsieur Alexandre TASKIRAN et de Mme Valérie POSS en tant qu'administrateurs de la Société ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2021.

- Le mandat de PricewaterhouseCoopers, société coopérative dont le siège est désormais sis au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes de la Société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015165163/21.

(150182739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Sofirom s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 104.680.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015165017/10.

(150181208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Sonelec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Scheidhof.

R.C.S. Luxembourg B 196.136.

Suite à la cession de parts sociales en date du 25 septembre 2015 Monsieur Stephane VETZEL demeurant à F-57640 ARGANCY, 15, rue de Metz a cédé à Madame Catherine JEMPFER demeurant à L-57970 YUTZ, 8, rue Drogon 50 parts sociales de la société SONELEC SARL.

La répartition des parts sociales est comme suit:

Madame Catherine JEMPFER 100 parts sociales

Référence de publication: 2015165020/12.

(150181827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Sword Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165022/10.

(150181598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Felita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 160.443.

Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 28. September 2015 um 14.00 Uhr

Die Versammlung verlängert einstimmig bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird, die Mandate von

- Frau Silke KOSTER, Delegierte des Verwaltungsrates und Verwaltungsratsmitglied, geboren am 29.03.1981 in Trier (D), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

- Frau Evelien MACLEANEN, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 19.01.1973 in Eindhoven (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

- Herr Govert Willem MACLEANEN, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 20.08.1938 in Hurwenen (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

Das Mandat des Aufsichtskommissars FIRELUX S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B84 589 mit Sitz in L-9053 Ettelbrück, 45, Avenue J.F. Kennedy wird ebenfalls verlängert bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2021 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015165426/22.

(150182373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Sword Investments III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1025 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 160.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165023/10.

(150181603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Mining Development Holding AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 200.539.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, den sechzehnten September.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz zu Luxemburg(Großherzogtum Luxemburg);

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft SIYAHKALEM CAPITAL AG, eine Gesellschaft gegründet nach schweizer Recht, mit Sitz in 52, Bahnhofstrasse, CH-8001 Zürich, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich, unter der Firmennummer CHE-109.073.916,

hier rechtsgültig vertreten durch ein Mitglied des Verwaltungsrates, nämlich Herrn Thomas Johannes ROOK, Kaufmann, beruflich wohnhaft in 52, Bahnhofstrasse, CH-8001 Zürich.

Welcher Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „MINING DEVELOPMENT HOLDING AG“.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg, als auch im Ausland errichtet werden. Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur gefährdet werden, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegen; diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keinsten Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Gesellschaft wird auf unbeschränkte Dauer errichtet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung jedweder Art an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland, die Kontrolle und Verwaltung dieser Beteiligungen, sowie deren Verwertung.

Außerdem hat die Gesellschaft zum Gegenstand, der Erwerb, die Veräußerung, die Vermietung, die Verwaltung, die Nutzung und die Verwertung von eigenen Immobilien oder solchen die für das eigene Immobilienvermögen bestimmt sind.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption, Kauf oder jede andere Transaktion oder Maßnahme. Sie kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder auf jede andere Art und Weise veräußern. Sie kann sich an der Gründung, Entwicklung, Geschäftsführung, Verwaltung und Kontrolle von Gesellschaften und Unternehmen beteiligen und diese unterstützen.

Sie kann Anleihen aufnehmen, sowie den Gesellschaften und Unternehmen an welchen sie sich beteiligt, Anleihen, Vorschüsse und Garantien bewilligen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Sie kann im Übrigen alle kaufmännischen, industriellen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter vornehmen, die für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind oder welche die Entwicklung der Gesellschaft fördern könnten.

Art. 3. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißig tausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nominalwert von je einhundert Euros (EUR 100,-).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie bei einer Satzungsänderung zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

II. - Verwaltung - Überwachung

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Diese Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt, die eine Dauer von sechs (6) Jahren nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder sind widerwählbar.

Im Falle eines alleinigen Aktionärs, kann der Verwaltungsrat sich auf ein (1) Mitglied beschränken bis zur nächsten Generalversammlung welche feststellt, dass die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Angelegenheiten der Gesellschaft zu führen und diese im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten; er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied durch einen Kollegen vertreten werden kann (Vollmachten per Schreiben, Telex oder Telefax sind möglich). In dringenden Fällen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben.

Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben wurde, ist ebenso rechtswirksam, wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann alle oder einen Teil seiner Befugnisse an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates. Falls der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, wird die Gesellschaft durch die Unterschrift des alleinigen Verwalters verpflichtet.

Art. 7. In sämtlichen Rechtssachen, wird die Gesellschaft in ihrer Eigenschaft als Klägerin, oder als Beklagte, durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates, den Delegierten des Verwaltungsrates, oder den alleinigen Verwalter vertreten.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist, unter Berücksichtigung der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen, dazu ermächtigt Zwischendividenden zu zahlen.

Art. 9. Die Überwachung der Tätigkeit der Gesellschaft wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie sind wiederwählbar.

III. - Generalversammlung und Gewinnverteilung

Art. 10. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes. Eine Einberufung ist nicht notwendig wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und insofern sie erklären den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Die Generalversammlung beschließt über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in den Einberufungsschreiben genannten Ort in Luxemburg statt und zwar am ersten Donnerstag des Monats August um 10.00 Uhr. Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Durch Beschluss der Generalversammlung kann ein der Gewinn ganz, teilweise oder aber die ausschüttungsfähigen Rücklagen zur Kapitaltilgung genutzt werden, mittels Rückzahlung des Nominalwertes aller oder eines Teiles der ausgegebenen Aktien; diese Aktien werden durch das Los bestimmt und das gezeichnete Kapital wird nicht herabgesetzt. Die zurückgezahlten Aktien werden annulliert und durch Genussscheine ersetzt welche die selben Rechte wie die annullierten Aktien besitzen, mit der Ausnahme des Rechtes der Rückzahlung des Nominalwertes und des Rechtes auf die Zahlung einer ersten Dividende welche den nicht zurückgezahlten Aktien vorbehalten ist.

IV. - Geschäftsjahr - Auflösung

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

Art. 14. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie im Falle einer Satzungsänderung.

V. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

Die erste Generalversammlung findet im Jahr 2016 statt.

Die ersten Verwaltungsratsmitglieder und der (die) erste(n) Kommissar(e) werden von der außerordentlichen Gesellschafterversammlung ernannt, die sofort nach der Gründung abgehalten wird.

Kapitalzeichnung

Die dreihundertzehn (310) Aktien wurden durch der alleinige Aktionärin, SIYAHKALEM CAPITAL AG, gezeichnet.

Alle Aktien wurden in bar voll eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie auf die späteren Änderungen erfüllt sind.

Schätzung Der Gründungskosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise neun hundert fünfzig Euro (EUR 950,-).

Erklärung

Der Komparent erklärt, dass der unterfertigte Notar ihm Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handlungsmächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Beschlüsse des Alleinigen Aktionärs

Die vorbenannte alleinige Aktionärin, vertreten wie vorerwähnt, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellt, hat im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft, umgehend folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Folgende Person wird als alleiniger Verwalter bestimmt für eine Dauer die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2020 endet:

- Herr Dr. Andreas OHLE, Bauingenieur, wohnhaft in CH-8416 Flaach, Wesenplatz 6 (c/o Hotel Engel).

Zweiter Beschluss

Wurde als Kommissar bestimmt für eine Dauer die mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2020 endet:

- die Aktiengesellschaft LCG INTERNATIONAL AG (RC B 86.354), mit Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

Dritter Beschluss

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparent, dem instrumentierenden Notar nach Name, Vorname, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: ROOK, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 septembre 2015. Relation: 1LAC / 2015 / 29870. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166440/142.

(150183887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Sword Investments 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Référence de publication: 2015165024/10.

(150181591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Safami Delta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 139.690.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015165025/10.

(150181775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Schaeffer & Klein, Société en nom collectif.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 36.796.

Il résulte d'une décision des associés en date du 05 octobre 2015 que le siège social de la société est transféré de L-1460 Luxembourg, 12, rue d'Eich, à L-2227 Luxembourg, 12 avenue de la Porte Neuve.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 octobre 2015.

SCHAEFFER Georges

Gérant

Référence de publication: 2015165029/13.

(150181779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Cesshavn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.531.

STATUTS

L'an deux mille quinze.

Le premier octobre.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg) agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), absent, lequel dernier restera dépositaire du présent acte.

A COMPARU:

D.A.L. HOLDING S.A., SPF, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 17.995.

Laquelle comparante est ici représentée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 24 septembre 2015,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare vouloir constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de CESSHAVN S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière, et en assurer la gestion financière, de trésorerie, etc.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (EUR 31.000.-), représenté par trente-et-un mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (EUR 1.-) par action.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions au porteur sont soumises aux dispositions de la loi du 28 juillet 2014.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés d'un registre à souches et signés par deux administrateurs respectivement par l'administrateur unique.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et, s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement dans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiquée dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, télégrammes ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires sont informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans le procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- En cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,
- En cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- Par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- Par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mardi de juin à 9 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription et libération du capital social

Les trente-et-un mille (31.000) actions ont été souscrites par la société D.A.L. HOLDING S.A., SPF, préqualifiée.

Toutes ces trente-et-un mille (31.000) actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (EUR 31.000.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 25 août 2006 ont été accomplies.

Evaluation des frais

La partie comparante évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à la charge à raison de sa constitution, à environ mille trois cents Euros (EUR 1.300.-).

Réunion en assemblée générale

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un.

Est nommé administrateur unique:

La société anonyme G.T. Fiduciaires S.A., en abrégé G.T.F. S.A., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 121.820,

représentée par son représentant permanent, Monsieur Thierry HELLERS, administrateur de société, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg,

lequel peut agir au nom et pour le compte de la Société.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire:

La société anonyme G.T. Experts Comptables S.à r.l., avec siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 121.917.

3) Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2020.

4) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

5) Le siège social est fixé à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

DONT ACTE, fait et passé à Grevenmacher, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. SIMON, Jacques CASTEL.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 octobre 2015. Relation: GAC/2015/8500. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 08 octobre 2015.

Référence de publication: 2015166078/193.

(150183632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.

Schaus ATM S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9641 Brachtenbach, 17, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 97.811.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015165030/10.

(150180891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

SCPack Holdings Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 166.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2015.

Maître Léonie GRETHEN
Notaire

Référence de publication: 2015165031/12.

(150181729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

SD Distribution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 162.531.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que la nouvelle adresse de l'associé unique et gérant technique de la société, Monsieur Stéphane DELWICHE, est la suivante: 29, rue de Ramonerie, B-5032 Gembloux.

Luxembourg, le 6 octobre 2015.

SD Distribution S.à r.l.

Référence de publication: 2015165032/14.

(150181373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Voguet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 146.766.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 18 septembre 2015 au siège social de la société.

Démission de Madame Elise Lethuillier en tant qu'administrateur de la société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation de Monsieur Vincent Didier, né le 25 août 1980 à Châlons en Champagne (France), demeurant professionnellement au 16, boulevard Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg, en remplacement de Madame Elise Lethuillier, administrateur démissionnaire.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015165116/18.

(150181542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Senigo S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 173.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165033/9.

(150180988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Shimla S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 164.505.

Procès-verbal de l'administrateur unique de la société en date du 1^{er} octobre 2015 à 16.00 heures.

Administrateur:

Monsieur Didier McGaw

Résolution unique

L'administrateur unique décide de transférer le siège social au 370 route de Longwy, 1940 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Didier Mc Gaw

Administrateur

Référence de publication: 2015165034/15.

(150181007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

**Générale Bâtiment Lux S.E.C.S., Société en Commandite simple,
(anc. Aydin Lux S.E.C.S.).**

Siège social: L-5819 Alzingen, 6, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 190.589.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 03 septembre 2015

Le 03 septembre 2015 il a été pris les décisions suivantes

1. Extension de l'objet social
2. Réduction du capital social & constat de la nouvelle répartition entre associés
3. Modification de la dénomination

1. Extension de l'objet social. Le Président propose une extension de l'objet social de la Société En Commandite Simple. La Société aura pour objet: «toutes activités, services, et travaux liés au Bâtiment, à la décoration, et à la rénovation, la peinture, l'isolation thermique; notamment l'installation sanitaire et de chauffage. L'import/export de toutes marchandises liées à cette activité. La réalisation de toute prestation de service pouvant concourir à la réalisation de cette activité».

La proposition est acceptée à l'unanimité.

2. Réduction du Capital Social & constat de la nouvelle répartition entre associés. Le Président propose ensuite une réduction du Capital Social de la Société En Commandite Simple. Le capital sera désormais fixé à un montant de trente-trois mille euros (33 000,- €), représenté par trois cent trente parts (330 parts) de cent euro (100,- €) chacune.

Elles seront souscrites comme suit par:

- | | |
|---------------------------------|---------------------------|
| 1) Monsieur Mustafa AYDIN | 110 Parts (commandité) |
| 2) Monsieur Kadir SUERI | 110 parts (commanditaire) |
| 3) Monsieur Ilhan ARAS | 110 Parts (commanditaire) |

La proposition est mise aux voix et votée à l'unanimité

3. Modification de la dénomination. Le Président propose de modifier le nom de la société en «Générale Bâtiment Lux S.E.C.S.». La proposition est mise aux voix.

La proposition est acceptée à l'unanimité.

Dont Acte,

Référence de publication: 2015165221/30.

(150181935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2015.

Shoe-Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3490 Dudelange, 5, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 52.830.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015165035/9.

(150181777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

Sibad International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 46.798.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 29 septembre 2015 au siège social de la société, il a été décidé:

- D'accepter la démission, de Monsieur Giovanni Spasiano de sa fonction d'administrateur, avec effet immédiat.

- De coopter comme nouvel administrateur Monsieur Cédric Finazzi, résidant professionnellement au 2-8 Avenue Charles de Gaulle l-1653 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SIBAD INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015165036/14.

(150181376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2015.

CHC Helicopter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 139.673.

Extrait des résolutions prises par voie circulaire par le conseil d'administration de la société

Le conseil d'administration de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2015.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société

i. L'actionnaire unique de la Société décide d'accepter la démission de M. Hille-Paul SCHUT, M. Richard BREKELMANS et M. Johan DEJANS de leurs mandats en qualité de directeurs de classe B de la Société avec effet au 3 août 2015.

ii. L'actionnaire unique de la Société décide de nommer les personnes suivantes en qualité de nouveaux directeurs de classe B de la Société avec effet au 3 août 2015 et jusqu'à la date où sera tenue l'assemblée générale annuelle devant statuer sur l'approbation des comptes annuels de la Société pour l'exercice social clos au 30 avril 2016:

- M. Tamas HORVATH, employé privé, né le 5 novembre 1977 à Pécs III (Hongrie), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg;

- Mme Helena ALLIS, employée privée, née le 6 septembre 1981 à Luimneach/Limerick (République d'Irlande), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg; et

- M. Attila SENIG, employé privé, né le 23 août 1980 à Székesfehérvár (Hongrie), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Il résulte de ce qui précède que le conseil d'administration de la Société est désormais composé de la manière suivante:

Directeurs de classe A:

- M. Hooman YAZHARI; et,

- M. Geoff KELLOGG.

Directeurs de classe B:

- M. Tamas HORVATH;

- Mme Helena ALLIS; and,

- M. Attila SENIG.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015166086/31.

(150183442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2015.